

# le prolétaire

bimensuel **parti communiste international (programme communiste)**

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :  
Chèque bancaire à l'ordre de SARO  
ou chèque postal à l'ordre du  
« Prolétaire »

Abonnements :  
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F  
pli fermé : 80 F et 40 F

Abonnements de soutien :  
à partir de 100 F

17<sup>e</sup> ANNEE - N° 320  
LE NUMERO : 2 F 50  
20 FB - 1 FS  
3 au 16 oct. 1980

## Une seule voie de salut : la révolution communiste

« La spirale des revendications et des augmentations de salaire est sans issue [...]. Une augmentation massive des salaires ne peut aboutir à rien, car, si on tire le drap d'un côté pour se couvrir, on découvre forcément l'autre côté ». Ce n'est pas un contre-révolutionnaire déclaré qui s'exprime ainsi, mais un démo-

crate qui se prétend l'« ami » des ouvriers, Jacek Kuron, le leader du KOR polonais. Mais il ne fait qu'exprimer l'opinion courante du réformisme bourgeois, entièrement partagée par les partis soi-disant « ouvriers », faussement « socialistes » ou mensongèrement « communistes ».

Voyons de plus près le mécanisme ainsi décrit. En période d'expansion capitaliste, le salaire a pu augmenter dans une certaine proportion. Cependant la richesse produite par la classe ouvrière s'est accrue bien plus vite, si bien que la classe capitaliste est encore plus fortunée et plus puissante qu'hier. On pourrait donc légitimement supposer les capitalistes heureux. Eh bien, c'est une erreur. Ces messieurs ne s'intéressent pas seulement à la masse des richesses volées à la classe ouvrière mais aussi au taux de profit, c'est-à-dire au rapport entre la richesse accaparée en un temps donné qui se présente sous forme de plus-value, et toute la richesse précédemment accaparée qui se présente sous forme de capital avancé.

Or il se trouve que lorsque un capitaliste restructure et remplace donc des ouvriers par une machine plus moderne, il obtient un avantage momentané sur les autres, et donc une part plus grande de profit. Mais comme tous font de même, stimulés par la concurrence et la guerre

commerciale, on finit par obtenir pour l'ensemble de l'économie, à moins d'une augmentation brutale de l'exploitation, un peu plus seulement de travail nouveau pour beaucoup plus de capital, ce qui signifie un taux de profit plus bas !

Et comme, en même temps, chaque capitaliste investit pour vendre davantage que ses concurrents, cela conduit à l'encombrement généralisé du marché et entraîne donc la diminution des chances de pouvoir même réaliser son profit.

Une seule solution donc pour redonner courage à nos capitalistes qui courent — ou plutôt font courir la classe ouvrière — après un but qui s'éloigne toujours davantage ; faire travailler davantage les prolétaires pour un salaire plus bas ! C'est à une telle situation que nous sommes arrivés aujourd'hui dans tous les pays, y compris dans les pays de l'Est, où nous laissons aux « communistes » made in Moscou et aux trotskystes la peu enthousiasmante besogne de décrire ce phénomène comme... socialiste !

### DANS CE NUMERO

- L'été polonais : un moment de la reprise internationale de classe
- La récession dans l'Occident impérialiste
- Chine : Toujours plus du communisme
- Accords franco-algériens : l'attaque contre les immigrés

Kuron et tous les réformistes bourgeois et « ouvriers » ont donc raison : si la classe ouvrière parvient à imposer dans ces conditions une forte augmentation de salaire, les capitalistes ne peuvent réagir qu'en intensifiant le travail et le despotisme d'usine d'un côté, en augmentant les prix des marchandises de l'autre, cela afin de remettre la couverture à la place

(suite page 2)

## La classe ouvrière et la guerre Irak-Iran

Est-il vraiment nécessaire d'évoquer la bataille de Qadisiyya de 637, où 20.000 Perses furent battus par une force arabe conquérante inférieure en nombre, pour donner une explication de l'antagonisme entre l'Irak et l'Iran qui vient d'éclater en guerre ouverte ?

Depuis que le séisme social a ébranlé l'Etat iranien en faisant tomber le chah, la concurrence entre les Etats de la région, candidats au poste de gendarme du Golfe désormais vacant, s'est déchaînée.

L'Irak est incontestablement le mieux placé, par rapport à l'Arabie ou à l'Egypte. Flanqué d'un « traité d'amitié et de coopération » avec la Russie conclu en 72, mais flirtant de moins en moins discrètement avec l'Occident par impérialisme français interposé il jouit d'une position internationale qui le fait courtiser par les deux camps. Et ce d'autant plus volontiers que son armée est la plus puissante du Golfe, même si elle ne remplacera jamais celle du chah (l'Irak a deux fois moins d'habitants que l'Iran).

L'Irak s'est donc proclamé défenseur de la « liberté de navigation dans le Golfe ». Il y est naturellement intéressé comme exportateur, mais il intéresse aussi grandement tous les impérialismes. Carter avait rappelé en janvier 80 que cette région était d'un « intérêt vital » pour les Etats-Unis. Mais alors, que dire pour le Japon ou l'Europe qui en dépendent davantage encore ? Et pour la Russie, non seulement du point de vue stratégique, mais à terme, également écono-

(suite page 3)

## Montée de la terreur bourgeoise

A lors qu'à Bologne ou à Munich les bombes de l'extrême droite frappent au hasard dans la foule, les attentats racistes se multiplient en France, des attaques contre les immigrés aux fusillades antisémites.

Les humanistes et démocrates s'indignent de ces actions qu'ils croient dues à la seule « folie » de quelques-uns : tous, de la droite « libérale » à l'extrême gauche, ils demandent à l'Etat bourgeois de réprimer ces agissements. Mais l'Etat est bien trop occupé à régler leur compte aux résidus de l'« Action directe », aux indépendantistes corses et à réprimer dans les DOM-TOM.

De toute façon, l'Etat bourgeois ne pourra jamais combattre véritablement le terrorisme de droite, parce qu'il poursuit le même but que lui : intimider les masses prolétariennes, faire régner un climat général de peur et d'inquiétude baptisé « Sécurité et Liberté », qui empêche le prolétariat de s'organiser et de lutter pour ses objectifs de classe.

Pour lutter contre la terreur bourgeoise exercée parallèlement par la machine anti-prolétarienne qu'est l'Etat et par ses complices « illégaux », les prolétaires devront organiser leur propre violence et leur propre terreur de classe !

**Soutenez la presse  
internationale du Parti !  
Souscrivez !**

## L'été polonais : un moment de la reprise internationale de classe

La formidable lutte des ouvriers polonais de cet été dépasse de loin les objectifs avancés et les résultats obtenus au niveau local. Même si ses protagonistes n'en ont pas eu clairement conscience, elle représente un moment important dans la reprise internationale de la lutte de classe.

Certes, et nous l'avons montré, par-delà les idéologies, démocratique ou catholique, qui leur ont servi de drapeau, les grèves des ouvriers polonais ont eu un caractère authentiquement prolétarien. Il est normal et prévu que la classe ouvrière, poussée en avant par les conditions matérielles, tende à se battre pour ses besoins immédiats de classe malgré et même contre toutes les idées, les illusions et les mythes qu'elle peut avoir dans la tête. Bien qu'il soit tout aussi certain que ces idées et ces illusions sont autant de freins qui gênent la lutte, l'empêchent d'aller jusqu'au bout et repressent tout leur poids lors du reflux.

Certes, l'explosion polonaise n'est ni la première, ni la seule manifestation de la vitalité de la classe. Nous avons montré que les tensions sociales accrues par la crise et les remèdes bourgeois, que les antagonismes économiques, sociaux et politiques qui s'exaspèrent provoquent des réactions violentes de la classe ouvrière, surtout dans les pays de capitalisme jeune ou peu développé, où la tension est plus forte et où manquent les amortis-

seurs sociaux et politiques. Nous avons montré que les flambées de Rio ou du Caire, d'Izmir ou de Kwangju, se dégageaient de plus en plus de la gangue des mouvements « populaires » pour devenir, par les buts aussi bien que par les méthodes, des luttes purement prolétariennes.

Certes, il est de la plus haute importance de voir ces flambées gagner le cœur de la vieille Europe capitaliste même si, et c'est normal, c'est un de ses maillons les plus faibles, ayant connu récemment un développement rapide et situé à la charnière des deux blocs impérialistes, qui est touché le premier. Et il n'est pas surprenant que dans un pays aussi riche en traditions révolutionnaires et où l'industrialisation accélérée a accru le poids de la classe ouvrière, le mouvement ait pris un caractère encore plus nettement prolétarien.

Il n'est nullement indifférent non plus que cette lutte ait provoqué l'alliance de tous les Etats bourgeois. De même que les bourgeoisies ennemies, allemande et française, se sont unies en 1871 contre la Commune, toutes les bourgeoisies, de

Il serait naïf, cependant, de croire que le prolétariat international a repris désormais l'offensive sur ses positions de classe ou, mieux encore, que le rapport des forces est déjà en sa faveur. La réalité est plus complexe, et le processus plus long et plus douloureux.

l'Ouest comme de l'Est, ont volé au secours de l'Etat polonais dont la stabilité était menacée par la grève.

Mais, justement, il ne s'est encore agi que d'une grève. D'une grève à laquelle la bourgeoisie polonaise aidée par toutes les autres, de l'Amérique à la Russie, pouvait d'autant plus facilement céder, que la reprise en main du mouvement et de l'organisation qu'il s'est donnée par les forces qui ne demandent qu'à collaborer avec l'Etat, de l'Eglise aux « opposants », lui permet d'espérer que les concessions qu'elle a dû faire ne seront pas définitives.

Les prolétaires polonais se sont battus pour une augmentation sérieuse de leurs salaires : ils l'ont obtenue au moins en partie, mais elle est d'autant plus précaire que, contrairement à leurs exigences spontanées, toutes les forces politiques qui encadrent le mouvement préchent la soumission « démocratique » aux besoins de l'économie nationale. Ils se sont battus pour une organisation syndicale indépendante de l'Etat bourgeois :

(suite page 3)

## Une seule voie de salut

(Suite de la page 1)

qui leur convient. Il suffit que la classe ouvrière recommence, et c'est un cycle sans fin !

Pour sortir d'une telle absurdité, il n'y a qu'une seule solution : que la classe ouvrière accepte les sacrifices et les restrictions. C'est entièrement juste. Mais c'est seulement juste du point de vue de Kuron, de Marchais, de Kania et de Giscard, c'est-à-dire du point de vue capitaliste, le rôle particulier de Kuron et de Marchais là dedans étant de faire accepter ces sacrifices contre de fallacieuses promesses démocratiques.

Le point de vue communiste est exactement opposé. Le mécanisme qui mène à cette « absurdité », qui pousse à la misère croissante de la classe ouvrière sur les montagnes toujours plus hautes des richesses qu'elle produit, celui qui pousse les capitalistes et tous les profiteurs de cette société à se repartager périodiquement par la guerre les richesses du monde, et les esclaves salariés, n'est ni fatal, ni naturel. Il est un produit social, un résultat nécessaire des rapports capitalistes de production, c'est-à-dire du capital, du salaire et du profit.

Selon le point de vue du réformisme bourgeois, le sort de l'esclave est lié à celui de son maître. Si le maître est prospère, le sort de l'esclave sera moins pénible. La logique capitaliste veut donc que le jour où la prospérité disparaît, l'esclave salarié accepte les sacrifices imposés pour rétablir les conditions du

bon fonctionnement de l'esclavage, en particulier la guerre entre maîtres menée par esclaves interposés.

Le point de vue communiste est naturellement tout à fait opposé. La bourgeoisie est « incapable de régner parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, [...], ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société » (Marx).

C'est pour cela que sont inévitables les révoltes contre l'ordre établi et que la bourgeoisie est conduite à renforcer tous les jours davantage ses moyens d'oppression et de répression, de transformer la société bourgeoise en un véritable camp retranché où l'autre société, la classe ouvrière, est placée sous l'état de siège permanent. Et cela malgré toutes les tentatives de corruption sociale et politique, qui visent à diviser la classe ouvrière et à la rendre impuissante avec la collaboration active des forces démocratiques et fausement « ouvrières ».

C'est la raison pour laquelle la classe ouvrière ne peut parvenir à refuser à la longue les sacrifices que cherche à lui imposer la bourgeoisie, et ne peut combattre la misère des crises et des guerres sans renverser par la violence l'Etat bourgeois et instaurer sa propre dictature de classe. C'est justement pour débayer cette voie de salut qu'est indispensable le parti mondial de la révolution.

## Carnets tricolores

### • Même la compétitivité fout le camp !

Le déficit de la balance commerciale française inquiète les patrons. Le « Club des exportateurs », la fine fleur de l'impérialisme en a trouvé la raison : « la production française est moins compétitive qu'elle ne l'était ces quatre dernières années ». Aussi « les coûts américains sont sensiblement inférieurs aux nôtres et la courbe des salaires français est plus montante (sic!) que l'américaine, alors que le dollar a baissé en regard du franc ». Solution : dévaluer le franc ? Vous n'y pensez pas ! Pour acheter le pétrole encore plus cher ? Donc « il va falloir nous astreindre à plus de discipline notamment en matière de prix et de revenus où le système français dérive » (Les Echos du 23-9).

Attention, prolétaires, nouveaux sacrifices en vue !

### • Le Gabon dans les serres du rapace tricolore

« La France est prête à faire beaucoup pour ce pays compte tenu de ses ressources en pétrole et en uranium. Omar Bongo et son équipe ont la confiance de l'Elysée ». Cette affirmation de La Lettre de l'Expansion du 22-9-80, à la veille du voyage de Bongo à Paris, n'a rien pour surprendre.

La « confiance » de l'impérialisme fran-

çais tient au fait que le gouvernement local est tout bonnement aux ordres. Si l'indépendance nationale de l'impérialisme français par rapport à ses concurrents est proportionnelle à sa main-mise sur le pétrole d'Afrique et du Moyen-Orient et l'uranium du Niger et du Gabon, on comprend qu'il soit prêt « à faire beaucoup pour [conserver] ce pays [dans son orbite] ».

Quant au prolétariat français, il est de son devoir de faire beaucoup pour les prolétaires et les masses exploitées d'Afrique. Et il peut le faire en luttant contre l'ennemi commun et en le frappant au cœur.

### • Où va l'argent ?

On apprend par *Le Monde* du 24-9 que « la CGT ouvre une souscription nationale. Elle espère en obtenir 10 millions de ressources supplémentaires d'ici le début de 1981. Le comité confédéral national [...] publie un communiqué lançant un appel aux travailleurs. Il déclare que les nombreuses luttes engagées par la CGT coûtent cher, et invoque les procès engagés contre la centrale syndicale, l'effort d'information, le logement des organisations, etc. ».

Voilà le fin mot de l'histoire. On sait en effet que la CGT a entrepris à Montreuil la construction d'un superbe immeuble pour abriter ses bonzes, ses ordinateurs et ses technocrates. Le comble du culot c'est d'appeler « Bourse du travail » ce nouveau temple de la négociation et de la concorde nationale, et d'évoquer le coût des luttes alors qu'on demande aux prolétaires de financer l'appareil de la collaboration de classe !

## La récession dans l'Occident impérialiste

« Les pays occidentaux abordent cette première partie de la décennie », écrit le *Figaro* du 23 septembre, « dans de bien mauvaises conditions : l'inflation sévit presque [sic] partout ; le ralentissement de l'activité est général ; le chômage gagne tous les pays industrialisés ; le désordre des monnaies fait chaque jour craindre le pire. Et, en toile de fond, la crise de l'énergie interdit toute perspective optimiste ». En bref, le capitalisme est malade.

Selon le GATT, la croissance du commerce mondial a diminué de moitié par rapport à l'an dernier (entre 2 et 3 % en 1980 contre 6 % en 1979 ; 5,5 % en 1978 ; 4,5 % en 1977 ; 11 % en 1976 et -3 % en 1975). Le FMI a complété le tableau en prévoyant pour 1981 une « croissance » zéro du commerce international. Pour ce qui est de la production mondiale le rapport du GATT note que le ralentissement observé en 1979 s'est accentué depuis le début 80. Le FMI ajoute qu'en 1981 la croissance sera « pratiquement nulle » et n'écarte pas l'éventualité d'une « récession internationale » c'est-à-dire d'une diminution en valeur absolue de la production. Le point positif serait — par rapport à 1974 — que la conjoncture des pays industrialisés n'est pas en phase de part et d'autre de l'Atlantique. La reprise aux Etats-Unis compenserait la récession en Europe occidentale.

L'ennui, c'est que ladite reprise américaine « s'annonce de façon inquiétante » (Les Echos). « Les sursauts de l'économie américaine, écrit ce journal, loin de soulager tous les Américains plongent les experts dans des abîmes de perplexité. Intervenant plus rapidement que prévu, les signes de reprise qui se multiplient font peser en fait une double menace : celle d'un redémarrage de l'activité sans que l'inflation ait été enrégulée par la récession, ainsi que la tentation [pour la banque centrale américaine] d'opter pour une politique monétaire plus restrictive au risque de mettre un terme brutal à une relance encore des plus fragiles. » On voit donc que les risques d'une récession généralisée sont loin d'être exclus.

Toujours selon le GATT, le chômage continue à croître et l'inflation s'accélère. La hausse des prix a été en moyenne de 12,5 % en mai 1980 dans les pays industrialisés (contre 11 % en décembre 1979), 14,5 % en avril pour les pays en voie de développement exportateurs de pétrole (contre 13 % en décembre 1979) et de

plus de 35 % pour les pays non exportateurs de pétrole (et il s'agit là d'une moyenne : dans certains pays l'augmentation a été de 100 à 200 % par an).

Dans tous les pays occidentaux le tableau est le même : ralentissement de la croissance, inflation, chômage, austérité.

Aux Etats-Unis le PNB a baissé sur une base annuelle de 9,6 % pendant le deuxième trimestre 1980. Le chômage a atteint en juin 7,7 % de la population. L'administration américaine prévoit 8,5 % à la fin de l'année, soit 8,9 millions de personnes. En dépit des efforts du gouvernement — les élections approchent — le taux d'inflation n'a pas baissé sensiblement (11 % en juillet).

En Grande-Bretagne l'inflation a atteint 16,3 % d'août 79 à août 80. C'est moins que les 16,9 % enregistrés en juillet mais l'augmentation des prix (électricité, gaz, téléphone, charbon) va faire remonter l'inflation. Il y a deux millions de chômeurs — nouveau record — et les entreprises continuent à licencier. Au dernier congrès du TUC l'ancien premier ministre a déjà proposé aux syndicats une politique des revenus — c'est-à-dire de limitation des salaires — en cas de retour des travaillistes au pouvoir !

En Allemagne, la croissance de l'économie s'est ralentie au second trimestre de cette année : 1,5 % contre 5,8 % pour les trois premiers mois. Le PNB a augmenté de 3,6 % de janvier à juillet, alors que la croissance avait été de 4,7 et 4,4 % durant le premier et le second trimestre de 1979.

Le chômage touchait en août 3,7 % de la population active (contre 3,5 % en juin). Le secteur automobile est particulièrement touché et l'Institut de recherches économiques de Munich prévoit 1,1 million de chômeurs (5 % de la population active) pour 1981.

Au Japon, le gouvernement vient d'adopter un plan de « relance et d'assainissement » destiné à stimuler l'investissement (et donc à accroître le chômage), à freiner la hausse des prix (et donc à freiner les salaires) et à contenir la demande intérieure (et donc à ralentir la consommation). « L'accélération des prix intérieurs pourrait être relativement modérée », écrit *Le Monde* du 11 août en rendant compte du dernier rapport de l'OCDE sur le Japon, par suite de l'évolution raisonnable des coûts salariaux et du relâchement des pressions de la demande... Le taux d'inflation qui devrait

être de 8,5 % de juillet à décembre 1980 tomberait ainsi à 6,25 % de janvier à juillet 1981. Grâce à l'austérité.

En France, on compte 1.500.000 chômeurs officiels et les experts qui ont préparé le VIII<sup>e</sup> Plan « n'excluent pas », écrit le *Figaro*, deux millions de chômeurs en 1985. Dans le rapport économique et financier pour 1981 le gouvernement réaffirme la « nécessité d'une discipline stricte des revenus ». « Le choix, écrit-il, est entre la stabilisation temporaire du pouvoir d'achat [souligné par nous] et sa réduction à brève échéance. » En d'autres termes la réduction du pouvoir d'achat va se poursuivre.

En Espagne le chômage touche maintenant 1.500.000 personnes, soit 11 % de la population active. Déjà le chômage s'était brutalement aggravé l'année dernière en faisant un bond de 23 %. « La masse des sans-travail inquiète les partis politiques qui y voient un péril pour la démocratie » écrit le correspondant du *Monde* à Madrid (7 août 1980). La révolte des ouvriers agricoles en Andalousie montre le degré de misère atteint par certaines catégories de travailleurs espagnols.

En Italie enfin le taux d'inflation annuel s'est établi à 21,6 % en juillet et le nombre des chômeurs s'accroît encore. Fiat par exemple a annoncé le licenciement de 15.000 travailleurs et, quel qu'il soit, le prochain gouvernement poursuivra la politique d'austérité de ses prédécesseurs.

\*

Dans un rapport sur l'économie européenne en 1980-1985 l'ISE (Institut syndical européen dépendant de la Confédération européenne des syndicats) indique que pour revenir à un taux de chômage de 2 % de la population active contre 6,3 % actuellement en Europe occidentale (pays de l'OCDE sauf la Turquie) l'industrie et le tertiaire devraient créer... 17,4 millions d'emplois. Pour cela la production intérieure des pays de la CEE devrait augmenter de 7 % par an !

Par-delà ces élucubrations et ces vœux pieux reste la sordide réalité du capitalisme : non content d'exploiter de plus en plus les uns il licencie et jette à la rue de plus en plus les autres et accroît la misère de tous les travailleurs.

## Le capitalisme est vraiment indigeste !

Dans le n° 43-44 (janvier 1969) de *Programme Communiste* l'article « *Marxisme et science bourgeoise* » montrait entre autres que « s'il n'y a pas aujourd'hui une science de l'alimentation, c'est qu'on ne la cherche même pas, parce qu'elle ne servirait à rien. En effet, ce que nous devons manger est déjà déterminé par les lois de la production capitaliste. Le capitalisme ne demande à la science que d'en savoir assez pour empêcher les excès dévastateurs qui le priveraient de sa main-d'œuvre. Pour le reste, c'est l'économie qui décide ! »

Il citait le directeur honoraire de l'Ecole Vétérinaire qui, pleurant en particulier sur le veau aux antibiotiques et aux hormones (déjà !), montrait bien que tous les ignobles trafics faits avec notre bouffe sont dus uniquement à la course au profit.

Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que ce sont les grands laboratoires et les trusts agro-alimentaires qui obligent à détériorer de plus en plus tout ce que nous mangeons. Ils sont même allés un peu trop loin... Et la réaction populaire incite l'Etat à limiter les dégâts.

Boycotter le veau aux hormones est une bonne chose, mais ce petit « rappel à l'ordre » ne suffit pas. Derrière les antibiotiques, les hormones, les pesticides, etc., etc., c'est le capitalisme qui empoisonne notre manger. C'est lui qu'il faut éliminer ! Une fois pour toutes.

## A nos lecteurs

Pour aménager le local parisien en partie détruit par l'incendie qui l'a ravagé le samedi 2 août dernier, pour faire face aux besoins en machines et autres équipements, nous appelons à la solidarité de tous nos lecteurs.

Envoyez vos contributions :

— en espèces (ou mieux, apportez-les),  
— par chèque postal à l'ordre du « Proletaire ».

# La classe ouvrière et le conflit Irak-Iran

(suite de la page 1)

mique ? Aussi, tous les impérialismes ont-ils massé un énorme dispositif militaire dans la mer d'Oman et dans l'Océan indien, prêts à intervenir à la moindre occasion !

Pourtant, surtout si c'est une lutte sociale qui bloque la voie du pétrole, n'est-il pas préférable que ce soit une force locale qui nettoie le terrain ? L'Irak de Saddam Hussein, expert en méthodes expéditives et en répression barbare, est prêt pour la sale besogne. Les travailleurs immigrés qui forment la majorité de la population d'Arabie et des émirats ont déjà été appelés à se tenir cois, au nom de l'« arabité du Golfe » ! Il fallait en outre passer aux actes pour faire la preuve de ses aptitudes. C'est aujourd'hui fait ! Et comme toute peine mérite salaire, l'Irak réclame à la bande des impérialistes associés de lui accorder l'« arabité du Golfe » contre l'Iran et de lui garantir quelques territoires litigieux pris sur l'« ennemi héréditaire ».

Que peuvent Bani Sadr et Khomeiny devant un acte de piraterie de la sorte ? Ils sont abandonnés à leur triste sort par l'« opinion publique internationale », c'est-à-dire par le concert des impérialismes grands et petits, et ne tiennent en place que parce qu'ils peuvent encore éviter une situation sociale plus dangereuse.

Si l'Irak lève le drapeau de l'arabisme, qu'il emploie dans la guerre de banditisme contre l'Iran, alors qu'il s'est bien gardé de l'utiliser autrement qu'en paroles dans la guerre contre Israël et l'impérialisme, le gouvernement iranien prétend lever de son côté le drapeau de la lutte contre l'impérialisme et dénonce le « complot impérialiste » dont Saddam Hussein serait l'instrument.

Cependant, si Khomeiny avait dénoncé l'annexion des îles contestées et du Chatt el arab et le traité d'Alger de 1975, et

s'il ne poursuivait dans les faits la politique chauvine et grand-perse du chah, l'Irak aurait-il la même force aujourd'hui pour réclamer de l'impérialisme les miettes que l'Iran avait obtenues hier pour prix de son rôle de gendarme ?

La guerre n'a donc aucun caractère « national » progressif du côté iranien, pas plus que du côté irakien. Elle est une dispute entre brigands, et entre larbins, l'un en grâce, l'autre en disgrâce, pour le partage des insignes de garde-chiourme !

La meilleure preuve de cette affirmation est le caractère ouvertement antipopulaire de la guerre. Un correspondant de presse à Bassorah, grande ville industrielle de l'Irak, affirmait jeudi 25 à une chaîne de radio française que l'armée irakienne menaçait de tirer à vue dans les rues sur tout travailleur cherchant à sortir de chez lui : soumise aux bombardements iraniens, la classe ouvrière subit encore le terrorisme de son propre Etat ! Les bourgeois mènent la guerre avant tout contre les exploités. L'Irak, qui a peur que l'agitation sociale iranienne ne se communique chez lui, a besoin d'une « sortie militaire ». Sans doute fait-il aussi un nouveau clin-d'œil à l'ordre établi international en cherchant à donner une chiquenaude au régime de Khomeiny, dans l'espoir de le faire tomber.

Du côté iranien, on n'a pas perdu de temps pour jouer sur l'« agression » irakienne et lancer une campagne chauvine pour l'union sacrée. Khomeiny se devait d'appeler « toutes les couches de la population » à « mettre fin à leurs discordes car celles-ci ne font qu'aider les ennemis du pays » (*Le Monde* du 25-9).

Que les chômeurs oublient donc leurs discordes sur l'allocation-chômage et les douleurs de leur ventre creux ! Que les Kurdes oublient les massacres des gardiens de la révolution, les travailleurs du pétrole les persécutions des « conseils

islamiques », les paysans pauvres les exactions des propriétaires fonciers, que tous oublient le vent des promesses fallacieuses et la répression anti-ouvrière d'un régime qui, d'un point de vue social, est bien l'héritier de celui de Palhavi !

Rien de tel donc, également pour l'Iran, qu'une bonne guerre pour briser l'agitation sociale endémique, par l'état de siège, que Khomeiny tombe ou que son régime en sorte momentanément revigoré !

Des deux côtés donc, la guerre est anti-prolétarienne et la classe ouvrière n'a qu'une possibilité, se protéger de l'une et l'autre bourgeoisies coalisées contre elle, même quand elles se disputent !

Quant à la classe ouvrière du monde entier, en particulier celle des métropoles impérialistes, elle ne peut pas rester indifférente aux dramatiques événements qui ravagent le fond du golfe. Elle doit savoir que ses frères de classe qui tombent sur le front, sous les bombardements aériens ou sous les balles des armées de leur propre Etat, meurent pour une guerre de brigandage et de police sociale qui est un produit nécessaire du capitalisme et de son fonctionnement en Etats nationaux concurrents et ennemis. Elle doit savoir que ses frères meurent pour une guerre qui est inséparable de l'ordre impérialiste mondial et de ses contradictions. Elle doit savoir que les Etats impérialistes, ses « propres » Etats, sont particulièrement responsables de cette situation et qu'ils s'approprient même à intervenir en première personne. Elle doit savoir que les exploités démontrent ainsi que la défense de leurs fameux « intérêts nationaux » reposent sur l'oppression des nations plus petites, que le devoir de classe des prolétaires est de lutter contre toute intervention militaire pour « garantir les approvisionnements en pétrole » et que seule la destruction révolutionnaire du capitalisme peut éliminer les guerres qui en sont une conséquence nécessaire.

## Chine

### Toujours plus près du « communisme »

Depuis la fin août la vie politique en Chine connaît un véritable chambardement : remaniement ministériel, adoption de nouvelles mesures législatives, refonte de la fiscalité, projet de révision de la Constitution, etc. Mais là n'est pas l'essentiel.

La question qui domine en fait le débat est de savoir comment accélérer la modernisation de la Chine (les « quatre modernisations ») à l'heure de la crise mondiale du capitalisme. Les principes de l'époque précédente — le maoïsme — ne sont plus adaptés à cette nouvelle phase du développement de la Chine. Il faut donc les rejeter (la « démaoïsation ») et en adopter officiellement de nouveaux. C'est ce qui est en train de se faire. Ce qui a été dit à la dernière session de l'Assemblée populaire constituée, écrit *Le Monde* du 5 septembre, un « véritable tournant, un rejet catégorique de la politique maoïste depuis le début des années 60 ». De quoi s'agit-il ? Tout simplement de faire jouer plus librement encore les lois du capitalisme. Tout va dans le même sens. L'Etat va relâcher son contrôle sur les entreprises et accorder une plus grande autonomie aux unités industrielles — ce qui implique une plus grande liberté dans le choix des investissements, l'établissement des prix, ainsi que dans... l'embauche et le licenciement des travailleurs. Le secteur bancaire va jouer un rôle accru. La possibilité va être donnée aux « grands établissements » d'entrer directement en contact avec l'étranger. Partout on célèbre la compétence et l'efficacité, et les critères politiques passent au second plan, au nom du réalisme économique.

Dans l'agriculture on assiste au retour avoué à des formes d'exploitation familiale.

(suite page 8)

## DOM-TOM

### Pression accrue de l'impérialisme français

Depuis des mois l'impérialisme français resserre ses griffes sur les DOM-TOM. En effet, il n'a pas lésiné sur l'envoi de képis rouges et de mandats d'arrêts... En juin 2.000 gardes mobiles ont été expédiés aux Antilles pour mater la grève des dockers et des taxis en Martinique, et les occupations de terre en Guadeloupe. En Guyane après une vague d'arrestations, 4 militants indépendantistes ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat pour « participation à attentat par explosif et association de malfaiteurs », et emprisonnés à Paris. En Guadeloupe, cet été, la police a lancé une chasse anti-terroriste à la suite d'attentats et d'un vol de dynamite. Sans oublier les procès en Martinique et la répression brutale des autonomistes en Nouvelle-Calédonie.

Face à l'aggravation de la misère et du pillage colonial, maintenu à coups de renfort de CRS et de légionnaires, il est inévitable que grandisse un mouvement de révolte qui cherche à briser l'étau par tous les moyens, de la grève à l'acte terroriste. Aussi ne pouvons-nous pas ici dans la métropole qui coprime, nous joindre au chœur des pleurnicheurs démocrates et autres qui reprochent aux opprimés leur violence désespérée. Nous devons au contraire la considérer comme un acte courageux contre notre ennemi, cent fois plus violent et barbare. Les actes de révolte dans les DOM-TOM sont un appel à briser leur isolement en luttant contre son propre impérialisme, en exigeant la levée de toutes les inculpations, la libération des emprisonnés et l'indépendance immédiate. Et la lutte contre notre propre Etat répond aussi au besoin de la solidarité de classe avec nos camarades immigrés de ces zones, qui sont plus de 200.000, et qui subissent l'oppression raciale et coloniale. Sans cette lutte sans relâche au cœur de l'impérialisme ne pourra se forger l'union internationale des prolétaires.

# La Pologne et la reprise de classe

(suite de la page 1)

ils l'ont obtenue au moins en partie, mais elle est contrôlée par ces mêmes forces, qui promettent de ne pas l'utiliser contre l'Etat... Bref, la victoire des ouvriers polonais ne prend tout son sens que si elle devient un tremplin pour des luttes à venir.

On dira que c'est le cas de toute victoire partielle. C'est vrai. Mais c'est encore plus vrai dans la situation actuelle, où le mouvement prolétarien doit remonter du fond de l'abîme pour retrouver son orientation et son organisation de classe. Ce n'est ni mépriser, ni diminuer la lutte des ouvriers polonais, ou algériens, brésiliens et autres, que de dire qu'ils ont encore un long chemin à parcourir. C'est simplement reconnaître les terribles obstacles qui se dressent devant eux, montrer les énormes difficultés auxquelles se heurte la reprise de classe, et aider à les surmonter.

Ce sont les conditions matérielles qui poussent et pousseront toujours plus les prolétaires à engager le combat contre les capitalistes et contre l'Etat bourgeois, quelles que soient les idées et aspirations bourgeoises et petites bourgeoises, démocratiques et réformistes, ou même nationalistes et fascistes qui encombreront leur cervelle. Mais ces idées, qui se traduisent par des réflexes et des attitudes pratiques, sont autant d'entraves à la lutte. Elles maintiennent une certaine confusion dans les buts et les méthodes de lutte ; elles paralysent les ouvriers lorsqu'il s'agit de se donner les moyens de vaincre et de prendre les mesures nécessaires ; elles empêchent la lutte frontale contre les faux-frères et les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat ; elles facilitent le travail de sabotage de ces derniers et leur contrôle du mouvement et des organisations qui existent ou naissent, leurs efforts pour endiguer la lutte et la récupérer dans le

cadre de l'ordre bourgeois, fût-ce au prix de quelques concessions.

Ainsi, c'est leur ventre vide qui a poussé les ouvriers polonais à se dresser contre les intérêts de l'Economie et de la Nation, et il a bien fallu que la bourgeoisie lâche quelque chose. Mais comment pourront-ils résister à la pression de toutes les forces politiques coalisées pour prêcher la solidarité nationale et les exigences supérieures de la production, pour leur chanter en chœur les chansons bourgeoises du « nous sommes tous dans le même bateau », « si le gâteau est plus grand chacun en aura plus », « pour pouvoir donner du travail et des salaires, il faut produire bon marché et vendre contre les concurrents », etc., etc. ? Comment pourront-ils rompre toute solidarité avec l'économie nationale et son Etat sans rejeter tous les mensonges et les mythes qui les couvrent, sans entrevoir au moins sa nature et la possibilité de détruire tout cet ordre bourgeois ? Comment pourront-ils résister sans un pôle qui les attire et les organise dans la perspective révolutionnaire, qui leur ouvre cette perspective et la relie aux exigences de la lutte immédiate ? Comment pourront-ils avancer sans renforcer les luttes quotidiennes par toutes les armes politiques du programme et de l'organisation révolutionnaires ?

Cette perspective et ces armes, ils n'en ont pas seulement été privés depuis plus de cinquante ans, ils les regardent avec une méfiance extrême. Et on le comprend. Si dans les pays du « Tiers-Monde » les masses identifient le « communisme » avec le colonialisme blanc, grâce au social-impérialisme des PS et ensuite des PC, la situation est peut-être encore pire dans les pays de l'Est. Ici, l'économie capitaliste qui les exploite s'appelle « socialisme », l'Etat qui réalise la dictature de la bourgeoisie s'appelle tantôt « dictature du prolétariat », tantôt

« démocratie prolétarienne » ou encore « populaire », et le parti bourgeois qui la dirige s'appelle « communiste ». Comment s'y retrouver ? Comment parvenir à briser tout lien avec cet Etat sans tomber dans la merde du libéralisme et du démocratisme, mais en se réappropriant les armes du communisme ?

Il est clair qu'une grève, ou même une insurrection, n'y suffit pas. Il est clair aussi que la simple propagande du communisme y suffit encore moins. Il est clair que la reprise internationale de classe ne peut être ni rapide, ni linéaire.

Elle ne pourra se réaliser qu'à travers une période tourmentée de poussées et de reflux, d'explosions de luttes ouvrières passant d'une aire et d'un continent à l'autre, et suivies de retombées et parfois de débâcles. Ce mouvement immédiat de la classe, impulsé par les contradictions du capitalisme, va matériellement dans la direction de la révolution, et appelle objectivement les positions communistes qui, seules, répondent à ses besoins politiques et lui permettent d'avancer. L'action du parti doit tendre à donner à ces flambées prolétariennes l'armement politique et organisationnel dont elles ont besoin.

A travers les hauts et les bas de la lutte, au cours d'une période qui ne fait que commencer, le parti devra non seulement s'efforcer de donner aux prolétaires sa réponse aux problèmes que la lutte leur pose, mais parvenir à influencer, à encadrer et à organiser les avant-gardes secrétées par cette lutte. Il ne pourra intervenir effectivement dans les grandes explosions que grâce à un travail tenace de pénétration et d'organisation mené en permanence.

Nous avons salué dans les grèves de l'été polonais un grand moment de la reprise internationale de classe : c'est un grand moment, mais qui nous donne des devoirs et des tâches plus grands encore.

A propos de « Rock against Police »

# Répondre aux besoins réels de la lutte prolétarienne

Le début de l'année 1980 a été marqué par l'augmentation spectaculaire d'attentats et de crimes contre les prolétaires immigrés, comme à Vitry, Valenton, Strasbourg. Ces attentats allaient de pair avec une attaque généralisée contre l'ensemble de la classe ouvrière. Mais en attaquant sur tous les fronts, sur tous les terrains, dans tous les aspects de la vie, les bourgeois commencent à récolter ce qu'ils sèment : le début d'une révolte, ou plus modestement, les preuves montrant l'inévitabilité d'une révolte.

L'une de ces preuves est donnée par la jeunesse prolétarienne, des LEP jusqu'aux cités. Mais sa réaction instinctive se heurte de front à tout ce que les bourgeois ont fait de plus efficace en deux siècles de dictature pour casser, découper, isoler et diviser, ces moyens qui

ne peuvent être vraiment efficaces que s'ils sont aussi défendus par les soi-disant partis ouvriers.

Une tentative de résistance à la pression sur la jeunesse prolétarienne se manifeste dans le regroupement autour du journal *Rock against Police* (RAP).

A l'origine, peut-être a-t-on voulu créer en France ce qui existait en Angleterre — *Rock against Racism* — ou en Allemagne — *Rock gegen Rechts*. Mais l'orientation, bien que floue, de RAP le distingue nettement de ceux-ci. Le n° 1, publié à l'occasion de la mobilisation créée autour de l'assassinat de Kader à Vitry, montre d'emblée la différence avec les expériences anglaise et allemande : « Pourquoi contre la police et non pas contre le racisme ? Notre ennemi commun, notre oppresseur commun c'est les flics. Par ses assassinats « cow boy » de jeunes zonards, les flics dépassent largement les limites du racisme. Trop d'anti-racistes » en appellent aux flics contre nous. Pourquoi rock : pas le rock des fils à papa, ni celui des hits-parade mais bien celui des jeunes des cités, de la rue, immigrés ou prolétaires français. »

Il ne s'agit pas de regarder cette tentative de jeunes prolétaires pour résister à l'oppression avec les yeux d'un épicière qui pèserait le pour et le contre avant de rendre son verdict. Non, il s'agit seulement d'essayer de montrer les obstacles — présents et futurs — à une telle tentative. Pour RAP, elle consiste à réagir à l'offensive de l'Etat et de ses larbins PC-PS dans les cités ouvrières pour instaurer un flicage et un contrôle permanents, et à réagir aussi contre l'interdiction faite aux jeunes prolétaires de briser le monopole bourgeois sur leur musique : le rock.

Sur ce dernier point, nous nous gardons de porter une appréciation morale ; pour nous le rock ne doit pas être vu en général, mais seulement comme un support. Un support... à tout : un support aussi bien à des besoins ou des manifestations de révolte, à une volonté d'entraînement de jeunes prolétaires vers la lutte ; mais aussi vice versa un support à ce qu'il y a de plus réactionnaire, de plus chauvin et anti-prolétarien. Il en va d'ailleurs de même avec toutes les manifestations de la culture (art, cinéma, etc.). Elle peut aussi bien être au service du prolétariat que de l'ennemi.

Malgré son hétérogénéité, ce qui frappe à la lecture de RAP c'est l'absence de la classe ouvrière (ce qui reflète naturellement son absence aujourd'hui comme force organisée et combattante), et la présence des vieilles parlottes des Autonomes sur les « nouvelles figures de classe » et de leur théorisation de l'opposition entre « ouvriers garantis » et « prolétaires précaires ». De fait, cette opposition existe. Mais à la différence du courant autonome, nous ne lui donnons pas le sens d'une opposition entre ouvriers et « marginaux », mais entre l'aristocratie ouvrière et la grande masse du prolétariat, et nous y voyons la conséquence de l'absence d'une direction révolutionnaire et le poids d'ennemi comme le PC-PS, qui s'appuient sur les aspirations d'une partie « privilégiée » contre l'ensemble du prolétariat. De plus, la division des rangs ouvriers ne doit pas être encouragée mais, au moins en partie, surmontée sur la base d'une défense unitaire contre la bourgeoisie. Il faut montrer que les « garantis » d'aujourd'hui sont les « précaires » de demain. Que c'est la même classe face au même ennemi.

Mais l'absence de la classe ouvrière dans RAP est toute relative. Quand RAP montre que les « initiatives des jeunes prolétaires des cités font tache d'huile sur leur famille » — ce que l'histoire du mouvement ouvrier a toujours montré — ils concluent que « ces luttes sociales prennent des formes inconnues des luttes précédentes dans l'immigration et la classe ouvrière », alors que le besoin de coordination, d'organisation et de liens par-dessus les limites locales a toujours été un besoin de la classe ouvrière (voir par exemple la magnifique lutte des foyers d'immigrés). Dans le cas présent, c'est plutôt la lutte ouvrière qui a fait tache d'huile !

L'initiative de RAP repose sur des besoins réels, comme le besoin d'organisation qui « passe essentiellement par une coordination entre les jeunes immigrés et prolétaires de chaque cité où ils luttent ». Mais comment expliquer que les deux concerts, celui des Maraichers et celui de Vitry, ne se distinguaient justement en rien de simples concerts, qu'aucune place n'y ait été réservée à la discussion, au débat, à l'explication ? Ce furent des concerts de musique et pas de lutte. Quand le n° 3 justifie cela en déclarant

« que la vente du journal assure par son contenu le caractère politique du concert », c'est archi-faux. Quelle est la priorité ? S'organiser, prendre des contacts sur une base de lutte et coordonner les tentatives réelles de riposte, aux persécutions des flics et aux ratonnades, ou bien regarder un film vidéo ou danser ? Non que ces diverses activités s'opposent nécessairement, mais en dehors de toute orientation de lutte nettement définie et repérable, c'est le meilleur cadeau qu'on puisse faire aux bourgeois : il est sans aucun doute plus facile de faire danser 2.000 jeunes prolétaires que d'en organiser 50, et même 10.

Sans doute le problème est-il senti par certains membres de RAP qui posent cette question dans le n° 3 : « Quelle structure organisationnelle se donner pour assumer la gestion minimum de ce que nous avançons », critiquant « le je-m'en-foutisme politique qui n'est rien d'autre qu'une incapacité organisationnelle », et montrant le besoin « de coordination et d'organisation sur leur lieu de vie et de lutte pour la continuité de RAP et son dépassement pour quelque chose de plus permanent dans les cités ».

C'est sans doute dans cette direction qu'il faut s'engager. De cette expérience faite par de jeunes prolétaires il restera quelque chose, si un noyau même petit en tire la leçon qu'une coordination et des liens permanents doivent se faire explicitement sur des besoins réels de la lutte prolétarienne, comme la riposte aux violences policières et racistes, la défense des chômeurs ou autres. Alors, mais seulement alors, les manifestations culturelles (concerts, films, etc.) peuvent être un moyen d'élargir l'influence, en rassemblant des jeunes — ou moins jeunes — que l'on s'est préparé à éveiller au besoin de la lutte, ce que la musique ou le cinéma ne sauraient faire par eux-mêmes.

Mais, comme on le voit, la question de la lutte contre le je-m'en-foutisme, pour importante qu'elle soit, est dérivée, secondaire, c'est-à-dire liée à la lutte fondamentale, primordiale pour une bonne orientation. Une classe n'est forte que lorsqu'elle lutte pour ses intérêts véritables, nettement définis et formulés, qui deviennent alors un puissant aimant. C'est surtout vrai pour la classe ouvrière. Et c'est à ce qu'elle devienne forte que travaillent les communistes.

## Réunions publiques

L'été zurichois a été troublé par des affrontements, tout à fait inhabituels dans ce pays de douillette « paix du travail », entre forces de police et jeunes réclamant au départ un « centre autonome » de rencontre pour la jeunesse. Hélas, en l'absence de liaison réelle avec des besoins de lutte prolétarienne nettement exprimés, l'alle combattive des jeunes prolétaires est restée coincée dans un cadre stérilisant, interclassiste et purement culturel. Le prochain numéro de notre supplément au Proletaire pour la Suisse fera un bilan de ce mouvement, qui sera repris dans un cycle de réunions publiques.

### ● A NEUCHÂTEL

Le vendredi 10 octobre, à 20 h, Café des Chavannes.

### ● A GENEVE

Le jeudi 16 octobre, à 20 h, Centre de Loisirs des Paquis.

### ● A LAUSANNE

Le vendredi 17 octobre, à 20 h, Café du Commerce à Renens.

Bilan de l'été zurichois

## Contre les préparatifs de guerre impérialiste

# « Voie prolétarienne » vers... l'Union sacrée

Issus du courant maoïste orthodoxe type HR-PCR et de l'aile « radicale » du PSU des années 70, de nombreux cercles « marxistes-léninistes » naissent, fusionnent, se décomposent, etc. A la base de la création de ces groupes, il y a des militants écœurés du chauvinisme ouvert du PCR et de HR, du nationalisme de la Chine, qui ont tiré un bilan sommaire de ces expériences négatives. C'est ainsi que sont nés les cercles « Voie prolétarienne », « Eugène Varlin », « Combat Communiste M-L », « En Avant prolétaires », « Babouchkine », etc. A cela s'ajoute un suivisme plus ou moins large vis-à-vis du Parti du Travail d'Albanie. Ces organisations qui se veulent en rupture avec l'opportunisme prétendent représenter le point de vue de classe du prolétariat sur toutes les questions de la Révolution. Tous ces cercles se proclament en particulier de chauds partisans du défaitisme révolutionnaire dans la guerre en préparation. Seulement voilà : prôner le défaitisme en s'appuyant sur les positions pourries de la III<sup>e</sup> Internationale stalinisée, revient à renouer avec le chauvinisme et le social-patriotisme, malgré les intentions proclamées.

Prenons, à titre d'exemple, les positions du groupe « Voie prolétarienne » (VP). Dans les tracts, les articles du journal *Pour le Parti*, le ton est on ne peut plus pur et dur : « A bas l'union sacrée, guerre à l'impérialisme », « Chez Thomson on prépare la guerre, à nous de préparer la guerre de classe ». L'axe central se veut le refus du chauvinisme, du nationalisme : de quoi séduire des militants combattifs écœurés par les cocoricos du PCF. Pourtant, dans sa brochure intitulée *La position du prolétariat de France sur la question nationale*, ce groupe montre derrière le voile rouge dont il se pare, le bout de son museau... tricolore.

Dans cette brochure, ce n'est pas du marxisme révolutionnaire qu'il s'agit, mais de gymnastique opportuniste. Après les proclamations de rigueur (« la seule lutte vraiment conséquente contre la guerre, c'est la révolution prolétarienne mondiale » (p. 24)), vient l'aplatissement sur un front impérialiste, et ceci avant même le premier coup de canon. Car, avant la guerre, il y a la lutte pour la paix, c'est-à-dire pour maintenir « la situation la meilleure pour que le prolétariat prépare la révolution socialiste » (p. 27) ; car « le prolétariat étant en général [au royaume de l'abstraction !] plus à même d'organiser sa lutte en temps de paix » (p. 27), VP se fixe comme tâche la lutte pour la paix, indépendamment de la lutte pour la révolution ! C'est le point de vue du pacifisme petit-bourgeois qui remonte à la surface : la préparation du défaitisme est réduite à la lutte pour isoler « les principaux fauteurs de guerre ».

Et là, VP se trouve en terrain connu : il suffit d'appliquer la subtile tactique de l'URSS des années trente, la rencontre Staline-Laval en 1935 pour isoler l'Allemagne, puis le « pacte de non agression » avec Hitler en 1939, pour avoir un « répit » afin de s'armer. Autant de hauts faits de la trahison opportuniste que VP revendique. Certes, VP n'appelle pas à un front uni contre les deux super-grands comme le PC chinois, mais (on est radical ou on ne l'est pas), il charge le prolétariat de cette tâche... La perspective n'est plus « guerre ou révolution » mais « guerre ou paix » ! Le responsable de la guerre n'est plus l'impérialisme dans son ensemble, c'est-à-dire tous les Etats capitalistes solidairement, mais... les « principaux fauteurs de guerre » ! La paix n'est plus la paix impérialiste, c'est-à-dire la dictature totalitaire de la bourgeoisie sur le prolétariat, ce n'est plus la paix bour-

geoise, c'est-à-dire la trêve entre deux boucheries impérialistes, c'est... « la situation la meilleure pour que le prolétariat prépare la révolution socialiste ». On a honte de demander : la Commune de Paris en pleine période de paix impérialiste sans doute ? L'Octobre rouge de 1917 en période de détente mondiale ?

Le lecteur prêt à pardonner un faux-pas dans le difficile chemin de la redécouverte de la saine théorie marxiste se dira : VP a mis un pied dans le marais social-chauvin. Mais peut-être aura-t-elle le temps de réfléchir avant d'y mettre le second et d'y tomber carrément. Ce serait une pensée généreuse, mais hélas totalement fautive. Retournons donc à la brochure.

VP ne se « fixe pas pour but l'indépendance nationale tant qu'il [le prolétariat] n'est pas au pouvoir, mais cela ne veut pas dire qu'un mouvement de libération nationale ne puisse lui être utile pour prendre le pouvoir » (p. 29). Tout est dans le mais ! Et comme VP ne parvient décidément pas à se défaire de la vieille logique stalinienne, on arrive au raisonnement suivant : de même que « le fascisme n'était pas une forme du pouvoir bourgeois aussi favorable à sa lutte que la forme républicaine » (p. 29), de même il peut s'avérer utile, y compris dans la vieille France impérialiste, de développer un front pour lutter contre l'oppression nationale. C'est d'ailleurs pour VP ce qu'il fallait faire après juin 1940, quand la bourgeoisie française était défaite. L'attitude pour demain s'impose donc : « si la guerre provoquait la défaite de la bourgeoisie française et l'oppression nationale, cela changerait les conditions de la lutte de classe » (p. 31). Il faudrait faire un front regroupant « les masses populaires, des couches de la bourgeoisie » et se fixer comme tâche de « chasser l'occupant, les

collabos et détruire l'Etat bourgeois comme cela était possible en 44 ». L'erreur de Thorez n'était donc pas l'aplatissement total devant la bourgeoisie nationale et la trahison des principes du communisme, mais seulement une erreur tactique !

VP est donc un exemple d'opportunisme tout à fait caractéristique : on trompe le prolétariat en proclamant son opposition à la guerre, mais on promet déjà à la bourgeoisie qu'on cherchera à entraîner le prolétariat du côté de l'Etat national au moment critique, c'est-à-dire précisément au moment où le prolétariat pourrait l'abattre si son mouvement était dirigé contre lui... Peut-on rendre un meilleur service à l'impérialisme ?

## Inter-nationalisme albanais

Dans *Matérialisme dialectique et historique, manuel classique du « marxisme-léninisme » made in Tirana (1974)*, Agim Popa écrit : « La classe ouvrière et les communistes sont de véritables patriotes, ils aiment leur patrie et combattent de toutes leurs forces pour son bien. C'est pourquoi, même dans les conditions du capitalisme, ils sont prêts à se mettre à la tête de la lutte pour la liberté et la défense de la patrie, lorsque le peuple du pays est menacé, ou que pèse sur lui l'oppression nationale du fait de l'envahisseur étranger » (*Documents d'Albanie socialiste*, n° 1, 1977, éd. CEDAS, p. 26).

Pas étonnant si tous les disciples de l'Albanie de par le monde naissent dans les eaux du plus abject chauvinisme et préparent activement l'union sacrée sous couvert de « lutte pour la paix ».

# Spontanéité ouvrière, associationnisme de classe et parti révolutionnaire (1)

## Parabole historique de l'organisation syndicale

La naissance du syndicalisme en Angleterre dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne peut manquer de surprendre l'observateur contemporain par sa vivacité, sa « fluidité », ses développements et ses reculs fulgurants. La « perméabilité » sociale à l'associationnisme trouve ici son indice maximum de « spontanéité », mais aussi sa plus grande *instabilité*.

Le monopole commercial de l'Angleterre, la formation consécutive d'une aristocratie ouvrière et le changement de politique de la bourgeoisie, poussèrent le syndicalisme sur la voie du *corporatisme* et de la collaboration de classes au détriment des larges masses ouvrières. La naissance du « nouveau syndicalisme », vers 1890, à partir simplement de la nécessité de la défense des travailleurs, dut être préparée par le mouvement socialiste par de multiples agitations qui durèrent huit années, au point que les travailleurs, sans être eux-mêmes socialistes, ne voulaient que les socialistes pour chefs.

Depuis lors existe la preuve historique que la « géologie » générale de la société bourgeoise moderne exige toujours plus l'action d'avant-gardes *politiques révolutionnaires* pour consolider l'existence du syndicalisme de lutte de classe.

En France, la féroce répression de la Commune poussa « spontanément » le syndicalisme sur la voie du corporatisme, et il fallut la vigoureuse action du mouvement socialiste avec Jules Guesde pour le sortir de cette ornière. Le syndicalisme révolutionnaire naissant, animé par Fernand Pelloutier, et les Bourses du Travail, aidèrent à faire du syndicalisme français du début du siècle le centre d'une très intense vie de classe.

Ceci se vérifia également en Allemagne, où les syndicats furent depuis leur naissance un produit direct du parti social-démocrate, qui « veilla à leur développement, leur donna leurs dirigeants et leurs militants les plus actifs », fit leur supériorité « par rapport à tous les syndicats bourgeois », et empêcha qu'ils ne descendent « au niveau d'un empirisme plat et indécis », selon les paroles de Rosa Luxemburg en 1906. On peut en dire autant des syndicats en Italie et en Espagne, liés organiquement aux socialistes et aux anarchistes.

Rien de plus logique. Le syndicat se situe sur le terrain des intérêts immédiats, ce même terrain qui, en même

temps qu'il suscite la nécessité de la coalition pour surmonter la concurrence que les ouvriers se font entre eux, tend à les opposer les uns aux autres, par entreprises, par catégories, par nations ; et ces divisions sont *attisées* à leur tour par la politique de la classe dominante. Seule la lutte tenace et vigoureuse menée par les avant-gardes révolutionnaires à l'intérieur — et pas nécessairement à la tête — des organisations immédiates pour défendre non seulement les objectifs, mais aussi les méthodes classistes, qui sont les seules qui définissent l'associationnisme ouvrier comme *prolétarien*, peut empêcher celui-ci de tomber dans les pièges que lui tend l'ennemi et qui l'embourbent dans les intérêts de *catégorie* qui, sous une forme ou une autre, constituent le bouillon de culture de la *Realpolitik*, de la capitulation ouverte ou tacite devant l'ordre établi.

A une époque où l'opportunisme réformiste n'était pas encore devenu le social-impérialisme d'aujourd'hui, alignement ouvert de secteurs décisifs du mouvement politique socialiste aux côtés de la bourgeoisie, Lénine pouvait déjà écrire que « le développement *spontané* du mouvement ouvrier conduit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise (...). C'est pourquoi notre tâche est de (...) *détourner* le mouvement ouvrier de cette tendance spontanée du trade-unionisme à se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie » (*Que faire ?*).

La première guerre mondiale représenta un tournant historique de première importance pour l'associationnisme ouvrier. Si à l'époque d'Engels le corporatisme des syndicats anglais était l'expression d'une situation « exceptionnelle » qui résultait du monopole commercial de l'Angleterre et d'une politique lucide de la classe dominante, et si ces tendances purent être contrées sur le continent grâce à l'œuvre décidée d'avant-gardes politiques révolutionnaires, avec la première guerre mondiale — c'est-à-dire l'éclosion des phénomènes les plus aigus de l'époque impérialiste — l'opportunisme ouvrier, devenu social-impérialisme et social-pacifisme, entraîna l'associationnisme ouvrier dans l'orbite de l'Etat bourgeois en le soumettant de manière croissante aux exigences toujours plus totalitaires du capitalisme monopoliste et de la collaboration de classes.

En faisant un saut d'un demi-siècle, il est facile de constater aujourd'hui que la « géologie » qui conditionne puissamment l'action immédiate des masses dans son ensemble est formée non seulement par l'action générale de la social-démocratie et du stalinisme (ou de ses héritiers), mais aussi par un dense réseau qui, dans un cadre établi par la classe dominante, relie étroitement les organisations ouvrières professionnelles et politiques à tout l'appareil et à la politique capitalistes, cadre qui, sur le terrain syndical, va de l'« action dans l'entreprise » à la politique de « négociation », toutes deux institutionnalisées.

De plus, ce n'est pas gratuitement que la démocratie aussi bien que le fascisme ont *étatisé* les « services sociaux » de retraite, maladie, chômage, etc., qui étaient auparavant un puissant facteur de la stabilisation organisationnelle autonome des organisations syndicales. En un sens, cette stabilité (qui auparavant leur venait non pas tant de ces « services sociaux » que de leur aptitude pour la lutte et des avant-gardes politiques qui se situaient sur un terrain de lutte de classe) leur vient aujourd'hui de la politique générale de l'Etat capitaliste et de ses agents dans les rangs ouvriers.

## Prémises de l'associationnisme ouvrier

Il serait donc *insuffisant* d'affirmer que ce qui distingue les réformistes, artisans du syndicalisme démocratique, des militants de l'associationnisme de lutte de classe ce sont les objectifs immédiats et les méthodes de lutte, bien que les objectifs et les méthodes les différencient *toujours plus* les uns et les autres.

Si les conditions *objectives* de tout associationnisme ouvrier de défense économique sont données par les antagonismes sociaux inhérents aux lois matérielles du mode de production capitaliste, les *prémises subjectives élémentaires* de la renaissance de l'associationnisme de classe résident dans la possibilité que, sur la crête de vigoureux élans de classe émanant du sous-sol social en pleine ébullition, les avant-gardes de la classe soient poussées à s'organiser (et à organiser à leur tour la grande masse du prolétariat) hors et contre le contrôle de la bourgeoisie et de l'opportunisme.

Cependant, cette condition n'est pas suffisante pour assurer que les associations, une fois nées, ne se soumettent pas à la tendance « spontanée » des *luttés* — et par conséquent, également des *organisations économiques* — à se réfugier sous les ailes de cette même bourgeoisie et de ce même Etat contre lesquels elles étaient entrées en lutte. La condition indispensable pour que ceci n'arrive pas et pour que l'associationnisme ouvrier *conserve* son caractère et son orientation de classe, est la présence d'une avant-garde politique qui, sur le terrain immédiat, situe son action selon des *orientations* bien définies, qui ne sont pas nécessairement des orientations spécifiques au parti, bien que le parti les propage et les défende, et bien que seulement dans le parti communiste ces principes atteignent une expression complète, cohérente et stable, en devenant, précisément pour cela, l'instrument *indispensable* de la consolidation et du renforcement du caractère classiste et de l'indépendance des organismes économiques de défense ouvrière.

Nous voulons parler d'avant-gardes qui, comprenant l'exigence d'empêcher, ou du moins d'atténuer, la concurrence que les ouvriers se font entre eux, tendent à généraliser les organisations immédiates de défense et à les solidariser entre elles ; d'avant-gardes qui sachent que l'associationnisme et ses luttes, qui représentent le *premier* pas — incomplet, sans doute, mais essentiel — pour surmonter cette concurrence, sont une nécessité pour s'élever, y compris moralement, contre les conditions économiques et sociales que le Capital impose au prolétariat, contre le droit qu'a la bourgeoisie de l'exploiter à son gré ; d'avant-gardes qui tendent à regrouper tous les inorganisés et, en particulier les plus exploités et les plus démunis, avec la conviction que, loin de s'en tenir à des limites étroites et égoïstes de catégorie, l'objectif qu'elles visent est l'émancipation de tous les prolétaires ; d'avant-gardes qui n'exagèrent pas les résultats conjoncturels des luttes immédiates dont les formes doivent les opposer nettement et ouvertement à la bourgeoisie, et qui sachent que ces luttes combattent les effets et non les causes du mode de production capitaliste et que, par elles-mêmes, elles ne peuvent être que des palliatifs à cette exploitation, mais ne peuvent extirper le mal, mieux : qu'elles sont impuissantes contre les *grandes causes* qui déterminent les conditions de vie et de travail des masses ouvrières ;

d'avant-gardes qui, précisément au travers de ces luttes, démontrent qu'elles sont insuffisantes pour l'émancipation du prolétariat et qui, sans jamais renoncer à se battre sur le terrain limité et quotidien de la « résistance au Capital » voient la nécessité de forger sur ce terrain et au-delà les armes de son dépassement dans une lutte générale *politique* qui ait pour objectif le renversement de la bourgeoisie.

Un syndicalisme se limitant *exclusivement* à un catalogue de revendications et de méthodes données serait incapable de résister, de s'affirmer et de se développer dans la *guérilla* qui oppose le Travail au Capital. Les grèves pour des objectifs revendicatifs généraux constituent des moments *privilegiés* de l'action syndicale, mais l'associationnisme ouvrier ne peut se *limiter* à elles, sous peine de disparaître avec elles. Mieux : la raison d'être même de l'associationnisme consiste à assurer la *continuité* du mouvement et il se construit avec un travail *d'organisation* à partir des intérêts économiques immédiats, même minimum et même archi-minimum, qui opposent les ouvriers au Capital.

L'organisation syndicale, comme l'organisation politique, n'est pas la simple expression mécanique des luttes immédiates : elle est leur expression par l'intermédiaire de l'activité de *minorités* de la classe. Ce sont ces minorités — beaucoup plus larges, sans doute, que celle du parti — qui assurent la continuité du mouvement dans l'espace et dans le temps. Ce sont elles qui assurent la continuité de la propagande, de l'organisation, de l'agitation et de la mobilisation syndicales du prolétariat, tant dans les petits événements de tous les jours que dans les grandes luttes qui entraînent avec elles les masses les plus larges et les plus profondes de la classe.

## La perspective du parti

Nous n'avons jamais considéré la situation actuelle ni la tendance à l'intégration syndicale dans les filets de l'Etat bourgeois comme *irréversibles*. Dans un cadre historique de forces toujours plus rigide, nous avons reconnu — comme Trotsky — dans le *parti révolutionnaire marxiste* la seule force capable de transformer radicalement la « géologie » actuelle de la société bourgeoise et de provoquer un bouleversement général et stable susceptible de permettre une inversion de tendance du cours de la « spontanéité » syndicale : « *Si l'offensive capitaliste se trouve face à un parti communiste fort, si on arrache le prolétariat à la tactique syndicale [démocratique], si on l'arrache à l'influence de la politique russe actuelle [c'est-à-dire aux partis staliniens, NDR], dans le moment x ou dans le pays y peuvent naître des syndicats de classe, ex novo ou de la conquête — peut-être même violente — des syndicats actuels. Ceci ne peut être exclu historiquement* » (1).

Cette perspective historique suppose une vision dialectique du problème, car l'extension et le renforcement du parti exigent la renaissance et la continuité à une échelle non négligeable de la lutte de masse, et sa participation à celle-ci. De plus, la renaissance d'organisations syndicales de classe ne sera pas la condition préalable, mais le résultat de modifications profondes et généralisées dans tout le corps social, puisque « *ces syndicats se formeraient dans une situation de reprise ou de conquête du pouvoir* » (1). Cette perspective n'exclut pas que « *la renaissance d'organisations de classe non politiques à effectifs nombreux se produise avant ou après que les effectifs du parti aient augmenté considérablement* » (1). Mais elle suppose aussi bien

(suite page 8)

(1) Bollettino per la preparazione del II congresso del Partito Comunista Internazionale, 1951.

### Brochure

« Le Prolétaire »

n° 6

Socialisme prolétarien

contre

socialisme petit-bourgeois

I. L'opposition historique entre socialisme scientifique et socialisme petit-bourgeois et national

II. L'opposition irréductible entre le mode de production capitaliste et le socialisme

III. Du capitalisme au communisme

IV. Le socialisme est international et internationaliste ou il n'est pas

V. Les principes de base du marxisme dans le programme du Parti Communiste International

51 pages - Prix : 5 F  
Commandes au Prolétaire

# La riposte des ouvriers de FIAT

Nous publions ci-dessous le tract diffusé à la mi-septembre, lors de la récente grève contre les licenciements à la Fiat de Turin, par le **Comité national contre les licenciements**. Ce comité fut constitué en Italie à la suite des premières mesures soi-disant « anti-terroristes », qui aboutirent au licenciement de 61 ouvriers combattifs (voir notamment **Le Proletaire** n° 301). Notre parti avait alors défendu dans ce comité (dont il ne s'agit pas d'exagérer l'importance et l'influence réelle), comme partout, la position suivante : ces mesures sont bien un acte de répression politique, qui vise non seulement le terrorisme actuel, mais aussi la violence à venir des ouvriers organisés. Mais elles sont aussi une des nombreuses préparations au licenciement massif des travailleurs, bercés par les pseudo-réformes coproduites par l'Etat et l'opportunisme : mobilité « interne » (la valse des postes de travail) ou externe (le chômage partiel, puis le chômage tout court), réforme des retraites, « nouvelle organisation du travail », etc. Et pourtant, malgré l'opium social-chauvin, la répression, le sabotage des luttes (y compris par les « autonomes » les plus radicaux en paroles), à la sur-

prise quasi générale des patrons et des bonzes qui croyaient avoir mis en place tous les pare-feu nécessaires, les prolétaires ont crié « Gdansk ! Gdansk ! », et ne paraissent pas décidés à se laisser faire.

Il est urgent pour eux de retrouver maintenant les moyens de lutter et de s'organiser autour des avant-gardes combattives et des pôles d'organisation qui se sont dégagés dans les luttes précédentes.

Un dernier mot : les prolétaires exploités en France auront pu lire ou entendre dans la presse française quelques informations sur les réactions des travailleurs à la Fiat (vite recouvertes par la célébration des « progrès de la démocratie » en Pologne !). En Italie, ils auront pu apprendre tout sur les états d'âme d'Agnelli, les intentions du gouvernement, les plans et contre-plans des différentes cliques de larbins syndicaux et politiques. Mais sur la lutte, rien : il faut que les travailleurs retrouvent même le chemin de l'information directe, élément indispensable de la vie de classe, avec l'appui et la collaboration la plus intense possible du parti de classe.

## NON AUX LICENCIEMENTS ! NON A LA MOBILITE ! DEFENDONS NOS EMPLOIS !

Ouvriers, camarades,

*La riposte ouvrière à l'attaque de la FIAT ne s'est pas faite attendre. Depuis une semaine, dans toutes les usines du groupe les travailleurs sont en grève illimitée. Il faut continuer !*

*Les négociations ont repris et les syndicats sont tous prêts à accepter outre la mise en chômage partiel, l'arrêt du remplacement des départs, la mise en pré-retraite et la mobilité inter-entreprises, à condition, disent-ils, qu'on garantisse à tous un nouvel emploi.*

*De leur côté, les patrons promettent de 5 à 6.000 emplois par an. Il va peut-être arriver à la FIAT ce qui est arrivé chez Innocenti, à l'Unicla, à Olivetti, où les syndicats ont signé des accords qui garantissent le reclassement ou la réintégration, mais où les ouvriers sont encore à la rue.*

*Ils ont fait les mêmes promesses aux ouvriers des entreprises Emanuel, Singer, Venchi Unica, Indesit, etc., et eux aussi sont sans travail, comme les 80.000 chômeurs recensés dans le Piémont. Accepter la mobilité inter-entreprises cela veut dire accepter d'être licencié, de faire concurrence aux chômeurs.*

*En même temps, dans les usines, on continue d'expulser par tous les moyens des milliers et des milliers de travail-*

*leurs : pour cause d'absentéisme (plus de 2.000 licenciements à la FIAT durant le mois de juillet), à coup de « départs volontaires » (comme à Olivetti) ou de pré-retraites.*

*Et pendant que le chômage augmente, le patronat peut se permettre de demander plus d'heures supplémentaires, d'augmenter les cadences et la charge de travail, la répression et le despotisme des chefs, avec la menace, s'ils ne s'inclinent pas, d'être licenciés à la prochaine four-née.*

*Les syndicats prétendent que pour défendre l'emploi il faut rendre sa santé à l'entreprise, la rendre plus compétitive et qu'il faut augmenter la productivité (même Agnelli le dit). Mais une productivité accrue signifie produire plus avec moins d'ouvriers, cela signifie licenciements d'une part et d'autre part augmentation de l'exploitation pour ceux qui restent dans l'usine.*

Ouvriers, camarades,

*Nous n'avons pas d'intérêts communs avec les patrons. Il y a cinq ans, il nous demandaient de faire des sacrifices et de défendre l'économie nationale pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail. Les sacrifices, nous les avons faits, les salaires sont compatibles avec*

*les exigences de l'entreprise, la productivité a augmenté, la production aussi, mais les licenciements continuent. Personne n'a d'emploi stable, les travailleurs actifs d'aujourd'hui sont les chômeurs de demain.*

*Pour défendre nos intérêts, continuons la grève illimitée dans tous les établissements jusqu'au*

- retrait des licenciements,
- maintien de tous les postes de travail,
- contre toutes les propositions de mobilité,
- contre l'augmentation de la productivité, l'augmentation des cadences et l'intensité du travail.

*Ne nous faisons pas d'illusions sur les négociations, ni sur la solidarité du gouvernement, des partis parlementaires et de l'opinion publique.*

*Organisons-nous indépendamment de ceux qui prônent et pratiquent la collaboration avec les patrons et leur Etat !*

*Etablissons des liens avec les ouvriers de toutes catégories et de toutes les entreprises !*

*Sortons dans la rue, sur les places et montrons notre force !*

*Seule notre lutte décidera de l'issue de l'affrontement contre le patron !*

**Comité national contre les licenciements.**

## CHOMAGE TECHNIQUE A MOULINEX

Juillet 1980 : une semaine de chômage technique pour les 10.500 salariés du groupe Moulinex.

Octobre 1980 : nouvelle semaine de chômage technique pour le personnel de production (4.000 ouvriers environ) des usines de Caen, Alençon, Saint-Lô, Argentan, Domfront, Granville et Bayeux.

La direction annonce déjà pour la fin de l'année la possibilité de 8 à 15 jours de chômage supplémentaire et la mise en retraite des plus de 56 ans.

Voilà ce que le capitalisme réserve aux prolétaires à Moulinex comme ailleurs : la mise au rebut après des mois et des années d'exploitation forcée.

En fin de compte, personne n'est à l'abri, les jeunes pas plus que les vieux, les hommes pas plus que les femmes, les OP pas plus que les OS...

Seule la lutte unie de toute la classe, sans considération des intérêts de l'entreprise, de l'économie nationale, etc., peut contraindre les capitalistes aux FORTES AUGMENTATIONS de salaire et à la réduction des cadences, aux réductions d'horaires, au PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES dont les prolétaires ont besoin pour vivre.

**Prolétaires, camarades !**

**Correspondez avec le Journal !**

Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.

Le Journal a besoin de savoir aussi bien les réactions des prolétaires dans l'usine, le quartier, l'école ou la caserne que l'attitude du patron, du flic ou du bonze syndical. La vie publique, aussi bien dans les réunions politiques que dans les assemblées ouvrières ou la rue offre au camarade attentif l'occasion d'observer avec un sens critique des détails dont la centralisation et l'utilisation facilitera le travail du journal et accroîtra son intérêt.

Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensible les enseignements du communisme révolutionnaire.

Correspondance : « Le Proletaire », 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris.

# L'ignoble chauvinisme commercial des réformistes

## DUFOUR

Depuis quelques mois les ouvriers de l'Entreprise Dufour à Montreuil sont dans une impasse dans leur lutte, qui a trouvé son point culminant dans l'occupation des locaux depuis le 1<sup>er</sup> août dernier.

Cette situation est provoquée surtout par l'absence d'un but bien précis et de classe et par les manœuvres des dirigeants de l'Union Locale de la CGT qui, loin de montrer aux travailleurs le vrai contenu de leur lutte, s'occupent de voir comment faire « produire » l'entreprise et maintenir ainsi « le potentiel industriel de la Seine-Saint-Denis ».

Mais depuis quand la classe ouvrière doit-elle lutter pour défendre « l'intégralité du potentiel industriel » des patrons (de chez Dufour dans le cas présent) et les aider en même temps à combattre les capitaux étrangers qui portent un « mauvais coup à l'indépendance nationale » ? Pauvres patrons ! Pitié pour eux ! C'est cela que nous disent ces traites syndicaux et ainsi à quoi bon penser à nos problèmes et à nos buts ? Ils empêchent ainsi toute lutte, et l'élargissement du conflit au reste des usines et ateliers de Montreuil.

De plus, ces faux représentants des ouvriers leur demandent d'oublier l'opposition d'intérêts qui existe entre les patrons (français ou étrangers) et le prolétariat, c'est-à-dire d'effacer l'antagonisme profond qu'il y a entre le profit et le salaire par le moyen d'analyses « techniques » : par exemple en disant que l'entreprise est viable et ne demande qu'à « se développer sur le Marché national et international », en cachant aux ouvriers que si le patron de chez Dufour se voit obligé de fermer ses portes, cela est dû

non pas à des volontés financières « artificielles » mais aux dures lois du système capitaliste, à la concurrence économique entre capitalistes nationaux et internationaux. Et c'est les ouvriers aussi bien japonais que français qui subissent en définitive toutes les conséquences de cette guerre économique.

Nous disons que ce n'est pas en aidant le capitaliste Dufour à être plus compétitif ou en luttant pour défendre l'excellence de la « technologie française » qu'on maintiendra les emplois, mais en luttant contre les fausses illusions que créent les syndicats comme la CGT et contre leur collaboration pour planifier l'économie capitaliste. Il faut combattre pour notre emploi non en dernier mais en premier lieu, par le moyen de la grève illimitée et aussi dans la rue, non seulement chez Dufour mais partout ailleurs et dans toutes les entreprises qui sont touchées par la menace du chômage et les licenciements.

Il faut lutter contre le capital dans le monde entier pour forger la solidarité internationale des ouvriers et aussi contre tous ceux qui prêchent pour l'aide au capital.

## MANUFRACTURE

Depuis 1969, Manufrance menace de déposer son bilan et de licencier ses 2.000 salariés, qui viendraient ainsi grossir les rangs des 30.000 chômeurs stéphanois. A de multiples reprises depuis 10 ans, les ouvriers ont déclenché la grève, et parfois occupé l'usine, pour s'opposer aux licenciements. Si bien que ce conflit est devenu un test, comme Lip en son temps, sur la question de la lutte prolétarienne contre la restructuration capitaliste et les licenciements. Il a fait surtout la démons-

tration du rôle de pompiers et de marchands d'illusions bourgeoises que joue, ici comme ailleurs, l'opportunisme politique et syndical.

Comme en témoignent les grèves, les manifestations, les multiples incidents quotidiens et spontanés à l'intérieur de l'entreprise (l'ex-PDG Cadot-Clet rasait les murs de peur de recevoir les projectiles divers que lui balançaient les ouvriers quand ils l'apercevaient), un important potentiel de résistance et de lutte contre les plans patronaux et les licenciements existait parmi les ouvriers. Malheureusement, tout ce potentiel de force prolétarienne n'a pas servi à défendre les intérêts de classe des travailleurs et leur organisation face au patron, mais au contraire, l'opportunisme a rivalisé d'abjection avec la bourgeoisie pour que la mobilisation ouvrière ne soit qu'un point d'appui, une force de manœuvre au service de tel ou tel plan de restructuration de l'entreprise.

La mairie de « gauche » animée par cette vieille crapule de Sanguedolce, bien connu pour son passé de briseur de grève chez les mineurs, détient une part importante des actions de l'entreprise, et donc une responsabilité évidente et première dans l'exploitation des travailleurs. Relayée par la CGT, la mairie lanterne depuis 3 ans les travailleurs en jouant la carte du sauvetage de « l'entreprise stéphanoise », de « l'outil de travail ».

L'enjeu des manifestations et de l'occupation lancée par la CGT est de montrer que l'entreprise est viable, de trouver des investisseurs en frappant aux portes des banques, du CNPF et des PMI. Considérant « qu'il n'est pas question de bloquer définitivement l'outil de travail si une solution favorable à la reprise de l'ac-

tivité de l'entreprise existe » (*Le Monde* du 24-4-79), la CGT et la municipalité ont constamment subordonné la riposte ouvrière aux discussions avec les investisseurs bourgeois, stoppant l'occupation à chaque promesse fumeuse.

Pour la CGT, il ne s'agit même pas bien entendu de « défendre l'entreprise » pour « défendre l'emploi », mais bien de sauver l'entreprise tout court, comme le dit cyniquement un article de la VO (n° 1880, p. 17) : « De même la CGT est fermement opposée à toutes nouvelles suppressions d'emplois qui ne pourraient que compromettre le fonctionnement et la relance des activités de l'entreprise » ! C'est ainsi qu'est bradée l'énergie prolétarienne au profit du sauvetage de « l'industrie française de l'arme de chasse ».

Une telle orientation dans la lutte contre les effets de la crise capitaliste et les licenciements est un élément de désorganisation, de division et de décomposition des rangs ouvriers au seul profit de la bourgeoisie.

Contre les licenciements, les prolétaires ne peuvent compter que sur leur lutte collective, organisée autour des intérêts communs à tous, par des méthodes d'action directes dont l'utilisation ne soit pas subordonnée aux « négociations » ou aux promesses bourgeoises, comme la grève et l'occupation des locaux. Les prolétaires menacés par les licenciements ont tout à attendre de cette lutte collective et de la solidarité vivante qu'ils sauront créer avec tous leurs frères de classe frappés eux aussi par les attaques bourgeoises, et en particulier en liant leur riposte à la lutte des chômeurs, trahis eux aussi par l'opportunisme, en exigeant par exemple le salaire intégral aux travailleurs licenciés et chômeurs.

## Accords franco-algériens sur le dos des travailleurs immigrés

### C'est toute la classe ouvrière qui est concernée !

Les gouvernements français et algérien viennent de mettre un terme aux négociations qu'ils menaient en cachette sur le sort réservé aux centaines de milliers de travailleurs algériens et à leurs familles établies en France. Les accords que les deux gouvernements viennent de signer avec le plein accord des partis de gauche et des confédérations syndicales (\*) disent clairement que les travailleurs algériens entrés en France après 1962 n'auront droit qu'à un sursis de 3 ans et 3 mois avant d'être renvoyés. Mais ce n'est pas tout. Le gouvernement français prévoit un certain nombre de mesures visant à faire partir 35.000 travailleurs algériens par an.

Qu'on ne se laisse pas prendre par la propagande qui fait un grand tapage autour des programmes de « formation-retour » pour mieux cacher le caractère odieux de l'offensive capitaliste particulièrement acharnée contre les travailleurs immigrés. Outre que la crise capitaliste empêchera sans doute l'impérialisme français d'accorder les crédits que démagogiquement il promet de consacrer à ce domaine, l'expérience a déjà montré que cette « formation-bidon » ne change rien dans la réalité à la situation précaire du travailleur immigré, que ce soit en France ou lors du retour au pays d'origine.

Un autre aspect qui montre le cynisme de la bourgeoisie c'est que celle-ci fait semblant de compter sur la « prime du retour », qui sera dans le meilleur des cas à peine supérieure à 10.000 F, pour se débarrasser des travailleurs immigrés algériens. En un an, seuls 2.000 travailleurs algériens sur les 2.500 officiels qui sont rentrés définitivement (sans compter les expulsions et les refoulements) ont perçu le fameux « million ». Quand on sait que la bourgeoisie française projette de renvoyer 35.000 travailleurs par an, on n'a pas besoin d'être sorcier pour comprendre qu'elle compte dans la réalité sur des moyens inavoués autrement plus ignobles.

Or quand la méthode de la carotte s'avère incapable de tromper les travailleurs la bourgeoisie n'a pas trente-six solutions de rechange : elle recourt auto-

matiquement à la politique du bâton, à la répression ouverte. Qu'on pense au cas des 42.000 chômeurs algériens inscrits à l'ANPE (sans parler des autres, ni des sans-papiers) qui vont tomber ainsi sous le coup des lois scélérates que la bourgeoisie s'est données ces derniers temps, où il suffit de perdre son travail pour devenir... un expulsé en sursis et où six mois de chômage suffisent pour faire perdre au travailleur immigré son droit au séjour en France.

La propagande bourgeoise avec le concours hypocrite du social-chauvinisme veut nous faire croire que le renvoi des travailleurs algériens aiderait à la solution du problème du chômage en France. Non ! Il s'agit là d'une mensonge bourgeois grossier. Les travailleurs immigrés ne sont pas responsables du chômage ! Ce sont des frères de classe que l'impérialisme a arrachés par la force et la violence à leurs terres durant toute la période coloniale pour les transformer en sans-réserves à la recherche du travail partout où il leur est possible d'assurer tant bien que mal leur survie. La crise de l'agriculture, les déséquilibres économiques et sociaux, le chômage et le sous-emploi endémiques qui continuent de sévir dans leurs pays d'origine même après l'indépendance politique et qui sont aggravés notamment par la domination des rapports impérialistes ne peuvent que pousser les masses prolétariées à l'exode et à l'immigration. Et c'est là un phénomène éminemment positif qui favorise l'unification effective de la classe ouvrière internationale, et donc accroît notre force de classe, si nous arrivons par la lutte et la solidarité ouvrière à en tirer profit. D'autre part, un prolétaire ne prend pas la place d'un autre prolétaire si l'un a du travail et l'autre pas ! Le responsable n'est pas l'immigré, mais le capital qui n'assure pas de travail à tout le monde.

L'objectif du capitalisme en période de crise est de s'attaquer bestialement aux conditions de vie de la classe ouvrière. Mais de peur de susciter une riposte collective de l'ensemble de la classe, le capitalisme commence à s'attaquer au pro-

letariat nationalité par nationalité. Ainsi, il veut nous priver de notre force principale qui réside dans l'union internationale de nos rangs. Le sort que le capitalisme réserve aujourd'hui aux travailleurs immigrés algériens sera demain — si nous ne réagissons pas comme il faut — celui de tous les travailleurs immigrés. Par ailleurs, l'offensive particulièrement acharnée aujourd'hui contre les travailleurs immigrés montre aux travailleurs français quel sera demain leur sort s'ils laissent faire le capitalisme sans réagir. Qu'on se rappelle l'exemple de Longwy. Les licenciements ont d'abord touché les travailleurs immigrés. Mais après ? Tous les travailleurs n'ont-ils pas par la suite été frappés par les licenciements ?

La répression policière et judiciaire qui frappe aujourd'hui particulièrement les travailleurs immigrés concerne dans la réalité l'ensemble de la classe ouvrière. Ce sont les mêmes tribunaux qui ont condamné à l'expulsion des résidents en lutte dans les foyers de travailleurs immigrés qui ont été utilisés par les patrons pour intimider par exemple les travailleurs d'Alstom. Ce sont les mêmes flics qui tabassent les travailleurs immigrés dans les quartiers et le métro, qui vont intimider les travailleurs qui occupent les usines et briser leurs grèves.

C'est pourquoi laisser une catégorie ouvrière seule face à la répression aujourd'hui, c'est finalement se lier les mains pour demain lorsqu'il faudra affronter les attaques capitalistes qui ne peuvent que s'accroître avec l'approfondissement de la crise. Par contre, manifester aujourd'hui la solidarité ouvrière avec nos frères de classe menacés d'expulsion, c'est s'entraîner à la lutte qui nous attend tous demain, c'est se préparer à affronter dans l'union les attaques du capitalisme.

(\*) La CGT a même joué les bons offices, en étant directement impliquée dans les tractations avec l'UGTA. Cependant tout ce beau monde a verbalement refusé le quota de 35.000, comme le gouvernement algérien, ce qui n'empêche pas l'accord d'être conclu... et la police de faire son boulot.

### Ce sont les bourgeois eux-mêmes qui le disent

Voici comment *Les Echos* du 18-9 commentent la clause des accords franco-algériens projetant de réduire de 35.000 par an le nombre de travailleurs algériens en France :

« Même si elle ne dégage que cent mille emplois, cette opération de retour à la terre natale serait évidemment fructueuse pour un pays qui compte maintenant un million et demi de chômeurs. Mais pourquoi serait-elle réservée aux Algériens ? »

La France, il est vrai, abrite huit cent mille Algériens, mais aussi cent mille Polonais, cinq cent mille Italiens, cent soixante-cinq mille Tunisiens, trois cent mille Marocains et huit cent mille Portugais. »

En faut-il davantage pour prouver qu'il s'agit d'une attaque qui n'est pas seulement réservée à nos frères de classe algériens ?

#### CAHIERS « EL OUMAMI »

#### LE SYNDICALISME EN ALGERIE (1919-1979)

- I. Le fossé grandissant entre le syndicalisme officiel et le mouvement social dans la période coloniale  
Les débuts du mouvement syndical  
Question sociale et question nationale  
La CGT réunifiée ou le social-impérialisme sur le terrain syndical
- II. La création de l'UGTA ou la subordination du mouvement ouvrier au mouvement nationaliste petit bourgeois  
La naissance de l'UGTA  
Le rôle de l'UGTA  
L'UGTA dans l'émigration
- III. UGTA et lutte de classe au lendemain de l'indépendance  
La crise entre l'UGTA et le FLN  
La mise au pas de l'UGTA
- IV. L'UGTA, un syndicat « partie intégrante du pouvoir »  
Avec Boumediène, la mise au pas de l'UGTA continue  
Faire disparaître jusqu'à la notion même de syndicat  
Adapter le syndicat aux exigences de la « bataille de la production »  
L'UGTA à l'heure de l'« ouverture » syndicale.

## Salut à la lutte des poseurs de rail de chez Desquenne-Giral

Depuis 4 mois, ces camarades immigrés sont en grève : pour défendre leur salaire, contre les conditions d'hébergement infâmes qui leur sont faites dans les chantiers, comme à Noyen, et contre la répression patronale (licenciements).

Devant leur détermination, le patron a reculé sur les revendications, et on entend ministres et politiciens multiplier les belles paroles... Mais les travailleurs continuent à se battre contre les licenciements de 31 des leurs, prix de la vengeance patronale.

Solidarité avec la lutte courageuse de

nos camarades immigrés !

Ces dernières années, nos camarades immigrés nous ont souvent donné l'exemple de luttes combatives et tenaces : résidents des foyers SONACOTRA, nettoyeurs du métro, de Roissy, etc. Ils réagissent contre l'exploitation et l'oppression plus dures qu'ils subissent. Ils ont besoin de la solidarité de l'ensemble de la classe ouvrière, en particulier des prolétaires français.

Quand la bourgeoisie frappe des prolétaires, c'est toute la classe ouvrière qui est touchée !

## Unité de la classe ouvrière par dessus le mur de Berlin

Le Monde du 24-9 rapporte que la direction des chemins de fer est-allemands est parvenue à briser la grève des cheminots de Berlin-Ouest employés par elle « en détournant les trains internationaux et inter-allemands des gares de Berlin. L'occupation d'un important poste d'aiguillage de la gare

Am Zoo par les grévistes, précise l'article, avait été interrompue, dès samedi, par l'intervention de la police du rail de RDA, qui est autorisée à opérer à Berlin-Ouest pour les affaires ferroviaires. »

« L'agence officielle de presse est-allemande ADN, évoquant, samedi, « les événements honteux » de Berlin s'était élevée contre les « méthodes terroristes » des grévistes, et avait reproché à la presse occidentale d'avoir présenté la grève comme un conflit du travail, alors qu'il s'agissait, ajoutait l'agence, d'une provocation politique délibérée. »

Des deux côtés du rideau de fer, la bourgeoisie allemande est unie contre les prolétaires. Que les prolétaires s'unissent eux aussi contre elle !

## Où en sont les sans-papiers de la confection ?

La politique de division et de trahison de la CFDT a porté ses fruits amers pour les travailleurs ; alors que les procédures de régularisation doivent, en principe, se terminer le 30 septembre, il est possible d'établir un premier bilan. Rappelons que, au terme de l'accord Stoléro-CFDT, les travailleurs sans-papiers de la confection entrés en France avant le 1<sup>er</sup> mars 79 et disposant d'une promesse d'embauche pouvaient demander leur régularisation (voir *Le Proletaire* n° 315-316).

Il y a eu 9.322 dossiers retirés à l'ONI et 4.426 déposés 4 mois après l'ouverture du bureau de régularisation (chiffres donnés par Stoléro et tirés d'un document interne CFDT pour les militants de Paris). La différence, d'après la CFDT, qui ne recule devant aucune ignominie, viendrait du fait que les travailleurs auraient pris plusieurs dossiers chacun ! En vérité, il s'agit principalement de travailleurs n'ayant pu obtenir la fameuse promesse d'embauche et ne pouvant donc déposer de dossiers, et le travail clandestin a encore de beaux jours devant lui dans le Sentier ! Fin juillet, 2.044 dossiers avaient été traités, sur ce nombre près de 200 avaient été purement et simplement déclarés non régularisables sous prétexte que les travailleurs concernés travaillaient dans des ateliers « louches ». De plus, 408 recevaient un avis défavorable pour entrée après le 1-3-79.

Il reste donc à peu près 1.350 cas réglés, mais il faut noter que, début septembre, seuls 800 travailleurs ont reçu leurs cartes (*Syndicalisme* 18-9-80). Aux embûches de l'Etat, qui saisit le moindre pré-

texte pour refuser la régularisation, s'ajoute la pression des patrons.

Or cette terrible situation est justement le résultat des manœuvres syndicales ! Et principalement de la CFDT, qui a toujours isolé la lutte en l'entourant d'un véritable cordon sanitaire, qui l'a vendue en signant l'accord avec Stoléro, et qui a organisé deux manifestations le 28 juillet et le 8 septembre dans l'isolement et la « clandestinité » pour « alerter les pouvoirs publics sur les difficultés apparues dans le cours de la régularisation » (sic !) (document pour les militants CFDT). Quand à la CGT, elle ne fait rien d'autre que d'avoir des entrevues avec le Ministère, et débiter des fanfaronnades anti-CFDT alors que la situation des sans-papiers est aussi le résultat de sa politique chauvine et de sa défense ignoble du contrôle de l'immigration. Alors que Stoléro déclare que la France va « renforcer les expulsions de travailleurs clandestins » (*Le Monde*, 20-21 septembre 80), pour déjà au moins 408 travailleurs du Sentier la police n'aura pas à trop se fatiguer : elle a déjà tous les noms et adresses grâce à la CFDT.

Face à cette véritable unité entre les syndicats et le pouvoir, il est urgent que les travailleurs sans-papiers de la confection voient que leurs véritables alliés sont les autres travailleurs, dont, déjà, un certain nombre bougent : travailleurs algériens, résidents des foyers, jeunes des cités... Il est urgent qu'ils passent par dessus les syndicats pour tisser des liens directs et militants avec eux.

#### SOUSCRIPTION PERMANENTE LISTE N° 9

Lille : 400 F ; Lyon : 289 F ; Toulouse : 90 F ; Paris : 10 F ; Lausanne : 280 F ; souscription pour l'incendie : 200 F.

Total : ..... 1.269,00 F  
Total précédent : ..... 67.787,50 F  
Total général : ..... 69.056,50 F



## ● Les sections françaises et l'été polonais

L'été prolétarien polonais a fourni au parti l'occasion de montrer de façon plus vivante sa perspective historique, ses principes et même ses propositions pour la lutte immédiate. Nous essaierons de dresser un tableau international de la propagande du parti plus tard. En ce qui concerne les sections françaises, un tract montrant les grandes leçons de la lutte et dénonçant les faux « amis » a commencé à être diffusé fin août et plus ou moins modifié ensuite avec le cours des événements. Puis un cycle de réunions publiques a démarré dont celle qui s'est tenue à Paris le 12 septembre. Le but de ces réunions est de montrer en quoi les grèves de Pologne aident à la reprise de classe : d'une part en portant un nouveau coup au mythe du socialisme à l'Est, d'autre part en donnant une preuve que le prolétariat est réellement une force historique et que cette force ne peut effec-

tivement, non seulement triompher de la bourgeoisie, mais même préserver ses conquêtes, que par une lutte impitoyable contre la démocratie. Ce cycle de réunions commence à peine. Parallèlement, les sections diffusent de nouveaux tracts, insistant sur telle ou telle leçon de la lutte. Voici par exemple un extrait d'une « feuille locale » diffusée par notre section d'Angers :

« 46 h, en équipe à l'usine ou à la mine, les cadences, les accidents (8 morts le 1<sup>er</sup> septembre dans une mine en Silésie); les augmentations des prix (on parlait de 60 % sur la viande au début de l'année). La crise : dette extérieure de plus de 20 milliards de dollars... L'armée qui tire sur les grévistes en 1970, les meneurs qui sont licenciés...

C'est à n'y rien comprendre, on nous dit que c'est le socialisme en Pologne? Et la formidable grève que l'Etat ne réussit pas à s'arrêter, ce n'est pas la lutte de classe?

Il n'y a qu'une seule explication à tout ça : le socialisme n'existe pas en Pologne, pas plus qu'en URSS ou en Chine : c'est le capitalisme, avec toutes ses tares. Et le fait que les usines appartiennent à l'Etat n'y change rien (demandez aux travailleurs de l'EDF ou de Renault).

Mais alors, pourquoi dit-on que ces pays sont socialistes?

En 1917, le prolétariat a pris le pouvoir en Russie avec l'aide des paysans pauvres, mais dès 1926-27, dans la Russie prolétarienne complètement isolée, la bourgeoisie a repris le pouvoir, tout en gardant l'étiquette socialiste pour mieux tromper les prolétaires du monde entier.

Cette étiquette, la bourgeoisie russe la colle sur tout ce qu'elle fait, pour justifier sa domination, y compris les interventions armées, à Berlin, Prague, etc. Il n'y a pas d'autre explication qui tienne debout.

Autrement, comment expliquer que les curés viennent au secours de l'Etat « socialiste » pour appeler les ouvriers à reprendre le travail? Comment expliquer les centaines de millions de dollars apportés par les USA et la RFA pour que l'Etat « socialiste » polonais ne fasse pas banqueroute?

La grève des ouvriers polonais doit ouvrir les yeux aux travailleurs du monde entier : le « socialisme » des pays de l'Est est NATIONAL, c'est du capitalisme. Ce n'est pas pour un but comme ça qu'il faut se battre, ça n'en vaut pas la peine! Mais pour le socialisme, le vrai : la société internationale sans classes (ni bour-

geois, ni prolétaires), sans Etat (ni flics, ni armée, ni guerre), sans marché ni salariat (ni banque, ni fric, ni misère).

Et seule la lutte de classe internationale peut nous y conduire ».

## ● Dans le n° 11 d'El Oumami

Dans son numéro 11 (septembre-octobre 80), *El Oumami* reprend en langue arabe les axes que le parti présente pour la riposte efficace à l'offensive anti-immigrés. Outre l'article théorique intitulé *Qu'est-ce que le communisme?*, on trouve également traitée en langue arabe la position des communistes révolutionnaires vis-à-vis de la question des discriminations linguistiques et culturelles en s'appuyant sur l'exemple berbère en Algérie.

En langue française, l'éditorial est consacré à l'exigence de l'organisation des énergies prolétariennes en vue de préparer une auto-défense efficace contre la violence légale de l'Etat bourgeois et contre la violence para-légale des « frères musulmans ». L'éditorial montre en passant comment l'attitude ignoble des staliniens du PAGES qui appellent à l'intervention de l'Etat contre la violence des « frères musulmans » contribue à paralyser le prolétariat et sert en fin de compte la bourgeoisie. Un article politique avance quelques remarques critiques sur le mouvement qui avait secoué au printemps dernier la Kabylie et Alger. Après avoir analysé les causes profondes des manifestations et des émeutes qui ont eu lieu en Algérie, et après avoir pris position sans équivoque contre la répression bourgeoise en appelant à la solidarité active et à une riposte efficace sur le terrain de classe, il est naturel que le parti revienne sur les événements en montrant les faiblesses politiques et organisationnelles du mouvement social pour le faire avancer.

Après avoir montré dans le numéro précédent que l'« ouverture » politique dont se gargarise la bourgeoisie tunisienne n'est qu'un piège tendu en vue de stériliser les poussées combattives de la classe ouvrière, *El Oumami* revient sur la question en montrant à l'aide d'exemples se rapportant aux luttes ouvrières qui se sont déroulées récemment que la bourgeoisie tunisienne est loin d'arriver à réaliser les objectifs qu'elle escom-

ptait, ce qui constitue un encouragement pour tous les ouvriers qui veulent se battre pour leur classe et lui éviter de tomber dans le piège de l'ennemi.

## ● Réunions internationales du parti

— **Réunion syndicale** : Une réunion de coordination internationale de l'intervention du parti dans les luttes ouvrières s'est tenue dernièrement. Cette première réunion s'est limitée à l'examen de la situation économique et sociale de quelques pays : l'Italie, l'Espagne et la France. Elle a essayé de mettre en évidence les tendances générales de l'offensive capitaliste dans ces pays mais également les caractères particuliers pris par les méthodes de la bourgeoisie et des bureaucraties ouvrières à sa solde, ainsi que les réactions encore faibles à cette offensive.

La réunion a également fait le point de quelques interventions du parti, notamment dans la lutte contre les licenciements en Italie, le travail parmi les chômeurs en Espagne ou parmi les travailleurs immigrés en France.

Les conclusions tirées de cet examen feront l'objet d'articles dans notre presse.

— **Réunion centrale** : Tout récemment s'est tenue une Réunion centrale dont l'objet était d'aborder les questions soulevées par le travail international du Parti, le développement de notre réseau organisationnel et le renforcement de nos organes de presse. Cette réunion a été l'occasion d'examiner un avant-projet de « manifeste » international dont la rédaction définitive devrait être terminée pour la fin de l'année et dont la publication dans diverses langues sous forme de brochure pourra commencer dans les premiers mois de l'année prochaine.

Ce « manifeste » démontrera d'abord à partir de la marche du capitalisme vers des crises toujours plus graves et vers un nouveau conflit impérialiste la nécessité du communisme, de la révolution prolétarienne et du parti mondial centralisé.

Après avoir revendiqué la continuité avec la Ligue des Communistes et la III<sup>e</sup> Internationale, il présentera le programme du parti et les objectifs de lutte partielle.

## Réunions publiques

### ● A ROUEN

Le vendredi 10 octobre, à 20 h 30, Salle Mac Orlan.

### ● A GRENOBLE

Le vendredi 17 octobre, à 20 h 30, Salle Millet, 11, rue Millet.

### ● A LYON

Le samedi 18 octobre, à 17 h, MAJO de Villeurbanne, 2, impasse Métral (Métro République).

## Leçons des grèves en Pologne

## CHINE

# Toujours plus près du « communisme »

(Suite de la page 3)

Dans le nouveau plan décennal 1981-1990 qui est en préparation et qui prévoit officiellement une austérité accrue pour limiter le déficit du commerce extérieur comme dans n'importe quel pays vulgairement capitaliste confronté à la concurrence internationale et à la crise du capitalisme — le président Hua Guofeng a reconnu sans scrupule « socialiste » déplacé qu'il fallait faire jouer plus largement, dans le cadre fixé par une planification « plus orientative que directive », les mécanismes d'une économie de marché.

Le nouveau premier ministre chinois, Zhao Ziyang, un fidèle de Deng Xiaoping, avait expérimenté dans sa province du Sichuan, écrit l'Expansion (2 oct. 80), les réformes économiques et sociales que l'on va essayer d'élargir à toute la Chine. Il avait été l'un des premiers à rétablir les primes au rendement. Il avait également lancé dans sa province la grande offensive en faveur de l'enfant unique, avec un système dégressif d'allocations familiales — une trouvaille socialiste il faut bien le dire. Il avait accompagné Hua Guofeng en Yougoslavie et avait trouvé très bien l'« autogestion » — elle qui fait croire

aux travailleurs qu'ils ont déjà obtenu le socialisme pour la raison qu'ils décident eux-mêmes de la production... dans le cadre du capitalisme!

La Chine connaît un déficit budgétaire de 17 milliards de yuan (environ 40 milliards de francs), sans précédent dans ce pays, une dette extérieure de 15 milliards de francs, une inflation en 1979 proche de 6 %.

Dans le même temps la Chine fait de plus en plus appel au capital étranger : elle a adhéré au FMI et à la Banque mondiale, et favorise l'implantation d'entreprises étrangères chez elle : exonération des droits de douane pour l'approvisionnement, pas de restriction au rapatriement des capitaux, impôt sur les bénéfices de 15 % seulement (50 % dans notre chère France hyper-capitaliste!). Il est déjà loin le temps où la Chine ne devait compter que sur ses propres forces. Maintenant, il ne faut pas effaroucher les capitaux étrangers.

En novembre dernier, une plate-forme pétrolière s'est affaissée dans le golfe de Bohai. L'accident a fait 70 morts. Il faisait suite à un accident de la mine dans la province de Jilin dans lequel une centaine de mineurs ont trouvé la mort. Après un black-out de 6 mois, la presse chinoise a parlé de ces accidents et a mis en cause explicitement les conditions d'exploitation : on a voulu pousser la production à tout prix et trop rapidement. Les ministres du pétrole et des finances ont été destitués.

En fait, à l'Est comme à l'Ouest, en Pologne comme en Chine c'est le capital qui règne en maître avec le cortège qui l'accompagne : accroissement de la production, rendement, productivité, compétitivité, concurrence, exploitation et misère pour les travailleurs.

## Spontanéité ouvrière, associationnisme, etc...

(Suite de la page 5)

la participation active de propagande, agitation, organisation et mobilisation que le poids croissant en leur sein — c'est-à-dire l'extension de l'influence, qui n'est pas toujours mesurable au contrôle direct qu'elle exerce sur le mouvement — de l'avant-garde politique résolument située sur le terrain de classe.

En tout cas, et étant donné que la présence d'« un grand mouvement d'associations à contenu économique embrassant une partie importante du prolétariat » est un facteur sine qua non de la perspective révolutionnaire, dont est inséparable la présence d'« un fort parti de classe, révolutionnaire, (...) auquel le développement de la lutte ait permis d'opposer valablement et largement son influence dans le mouvement syndical à celle de la classe et du pouvoir bourgeois » (2), un objectif général du parti est « la formation d'un regroupement autonome de classe du prolétariat dont personne ne peut prétendre aujourd'hui s'il se produira avec la renaissance du syndicat de classe ou d'autres organismes de masse ; si ce sera dans une phase de reprise de la lutte de classe ou dans celle de l'assaut pour la conquête révolutionnaire du pouvoir » (1).

Ainsi, le parti communiste est non seulement un produit, mais aussi un facteur de l'histoire, un facteur non seulement décisif de la lutte politique révolutionnaire, mais aussi tendanciellement et toujours plus déterminante du maintien de la lutte de classe.

(2) Parti révolutionnaire et action économique, 1951.

## Permanences du Parti

### EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

### EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

● A Besançon : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

● A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 12 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois.

● A Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, de 10 h à 11 h.

● A Nantes : vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2<sup>e</sup> et le 4<sup>e</sup> samedi du mois.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> samedi du mois.

● A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

● A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourglès-Valence, place de la Liberté.

### EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1<sup>er</sup> étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE  
J.A. BP 199  
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE  
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché  
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »  
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926